RAPPORT *19 mars 2015*
Caisse de la prévoyance du personnel de l'Etat au Grand Conseil relatif aux comptes 2014 de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat

Nous vous soumettons ci-joint les comptes de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg pour l'exercice 2014.

Nous vous prions de prendre acte du rapport de gestion et des comptes qui vous sont présentés.

Table des matières

1. Rapport de gestion p. 3
2. Bilan & Comptes d'exploitation p. 7
3. Annexe aux comptes annuels p. 11
4. Bilan technique p. 34
5. Rapport de l'organe de contrôle p. 36

BERICHT *19. März 2015*
der Pensionskasse des Staatspersonals an den Grossen Rat zur Jahresrechnung 2014 der Pensionskasse des Staatspersonals

Wir unterbreiten Ihnen die Jahresrechnung der Pensionskasse des Staatspersonals des Kantons Freiburg für das Jahr 2014.

Wir bitten Sie, vom Verwaltungsbericht und von der Jahresrechnung Kenntnis zu nehmen.

Inhaltsverzeichnis

1. Verwaltungsbericht S. 39
2. Bilanz und Betriebsrechnung S. 44
3. Anhang zur Jahresrechnung S. 48
4. Bilan technique (Technische Bilanz, nur auf Französisch) S. 34
5. Rapport de l'organe de contrôle (Kontrollstellenbericht, nur auf Französisch) S. 36

Fribourg, le 19 mars 2015

Rapport de gestion 2014

La Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg (ci-après la Caisse) a pour but d'assurer des prestations en cas de retraite, d'invalidité et de décès dans le cadre de la prévoyance professionnelle. Elle est dotée à ce titre de la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (ci-après : la LCP) entrée en vigueur en 2012. Une modification importante a été apportée à la LCP en novembre 2014 par le Grand Conseil. Nous y revenons au point « projet de financement à long terme de la Caisse » ci-dessous.

Membres du Comité et personnes travaillant pour la Caisse
Le Comité est l'organe dirigeant. Il exerce la surveillance et le contrôle sur la gestion et représente la Caisse à l'extérieur. Il est composé paritairement par des représentants des assurés et des employeurs. Durant l'année 2014, le Comité a eu l'occasion d'accueillir deux nouveaux membres : M. Daniel Berset, remplaçant de M. Basile Cardinaux qui avait donné sa démission au 31 décembre 2013 et Mme Klara Topinkova, remplaçante de M. Laurent Yerly devenu Trésorier d'Etat au début octobre 2014.

Dans le cadre de sa mission, la Caisse travaille avec un médecin-conseil. Il a pour mission d'apprécier l'état de santé de la personne assurée et sa capacité d'exercer l'activité prévue. Durant de très nombreuses années, la Caisse a pu compter sur la qualité des services du Dr Demierre, alors médecin cantonal. Le Dr Demierre a encore œuvré depuis son départ en retraite en décembre 2005 jusqu'à la fin 2014. Depuis janvier 2015, la Caisse collabore avec la Dr Daniela Wankmiller Simon, titulaire du diplôme fédéral de médecin et spécialisée en médecine générale FMH.

Placement de la fortune
La fortune de la Caisse est placée conformément aux dispositions de la LPP et de l'OPP2 de manière à assurer la sécurité, la rentabilité, la répartition appropriée des risques et des liquidités suffisantes. L'année 2014 peut être résumée de la sorte :

> Placements mobiliers
Les placements effectués en cours d'année ont amélioré significativement la fortune de la Caisse. L'année 2014, tout comme 2013, fut une excellente année pour les placements en actions et la Caisse a su profiter de la tendance haussière de cette classe d'actifs. Cependant, avec l'abaissement du taux d'intérêt technique de 4,25% à 3,25% et le changement de bases techniques y relatives, la performance a été absorbée par ces deux changements. Tout comme en 2013, divers outils ont continué à être développés en interne et les analyses en continu ont permis à la Caisse de se doter d'une meilleure expertise dans le domaine.

> Immobilier
La deuxième étape pour la construction de trois immeubles a débuté à Guin (quartier Chännelmatte) au printemps passé.

A la Tour-de-Trême dans le quartier du Pra, la Caisse a débuté les travaux pour la construction de deux immeubles, dans la foulée de ce qui s'était fait en 2011-2012. Elle a également consolidé ses positions par l'acquisition de quelques parcelles de terrain dans ce même quartier.
A Estavayer-le-Lac, la Caisse a poursuivi la construction de trois immeubles sur les terrains de la Ferme, achevant par là-même un projet de huit immeubles au total.
A Marly, la Caisse dispose désormais d'un droit de superficie qu'elle a obtenu de la commune et sur lequel sera construit un immeuble destiné aux séniors.
Quant au projet de Chatel-Saint-Denis, il suit normalement son cours, malgré le retard dû au référendum qui avait été lancé par des habitants et qui concernait le financement des infrastructures que la commune aurait dû prendre en charge.

Projet de financement à long terme de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

La loi fédérale du 17 décembre 2010 modifiant la LPP oblige les caisses publiques fonctionnant en capitalisation partielle à atteindre un taux de couverture minimum de 80% en 2052. La Caisse a dès lors commencé dès 2011 à réaliser diverses études actuarielles pour élaborer un projet de financement. En parallèle à ces dispositions fédérales, la Chambre suisse des actuaires a mis en application en 2012 une directive technique qui a eu pour conséquence une baisse importante du taux d'intérêt technique ce qui a induit une baisse importante du taux de couverture. A la suite de divers travaux, le Comité de la Caisse a validé le taux d'intérêt technique en décembre 2013 et a pu élaborer un projet de financement à long terme de la Caisse présenté en mai 2014 au Conseil d'Etat et aux assurés actifs du régime de pensions.

> La consultation auprès des assurés actifs du régime de pensions a eu lieu pendant trois mois. Un total de 2'976 prises de positions de la part des assurés actifs de la Caisse a été enregistré, soit environ 17% des personnes consultées. Un succès pour une consultation à l'interne des services de l'Etat, qui a mis en exergue la volonté des assurés de financer davantage leur prévoyance sans concéder de baisse de leurs prestations pour répondre aux nouvelles dispositions fédérales.
  Fort de cette prise de position, le Comité de la Caisse a proposé diverses mesures au Conseil d'Etat, que ce dernier a proposé par la suite au Grand Conseil en septembre 2014.

> Le Grand Conseil, dans sa session du 22 novembre 2014, a approuvé la proposition de modification de loi. Dès lors, les futurs changements pour les assurés de la Caisse pour les années à venir seront les suivantes :
  - L'effort de l'employeur équivaut à 50% du financement nécessaire total ce qui correspond à une hausse des cotisations de l'ordre de 2.24% pour atteindre 15.24% au plus tard dès 2017 mais au plus tôt dès la fin des mesures structurelles et d'économie ;
  - L'effort des assurés actifs équivaut à 25% du financement par le biais d'une hausse des cotisations à 10.66% au total au plus tard dès 2017 mais au plus tôt dès la fin de la contribution temporaire de solidarité ;
  - L'effort des bénéficiaires de pensions équivaut à 25% du financement nécessaire total ce qui correspond à une limitation de l'indexation annuelle des pensions à 0.54%.

> Les impacts du changement de taux technique et de bases techniques
  Ces impacts se situent à divers niveaux de la Caisse. Premièrement, les facteurs techniques du régime de pensions ont été mis à jour. Ainsi, l'entrée d'une prestation de libre passage

ou d'un rachat génère une plus faible augmentation des prestations que par le passé. Les primes d'assurance complémentaire suite à un retrait dans le cadre de l'encouragement à la propriété du logement ont fortement diminué. En effet, les probabilités d'invalidité ayant fortement régressé entre les anciennes et les nouvelles bases techniques, il en résulte une baisse des primes de couverture de risque.

Le Comité de la Caisse a aussi décidé de ne pas abaisser la somme des salaires assurés des assurés actifs au régime de pensions et d'y appliquer les nouveaux facteurs actuariels. Les assurés n'ont ainsi pas été pénalisés par une baisse de prestations. Le coût pour la Caisse a été de l'ordre de 136 millions (cf. Annexe chi V.4.).

Autres modifications réglementaires entrées en vigueur en 2014 ou au 1er janvier 2015
Indépendamment du projet de financement à long terme de la Caisse, le Comité et l'administration de la Caisse ont travaillé sur plusieurs nouveaux règlements :

> Règlement sur le régime complémentaire pour les cadres du personnel de l'Etat assurés auprès de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (ci-après RRCC)
Le RRCC est entré en vigueur en juillet 2014. Ce plan cadre, destiné aux personnes assurées au régime de pensions dont le salaire déterminant AVS est supérieur au traitement maximal du régime de pensions, doit permettre d'assurer une part de revenu non couverte par le passé pour une frange des assurés de la Caisse. Des explications plus détaillées sont données dans les annexes au rapport de gestion (cf. Annexe chi III.1.)

> Règlement sur les placements de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat
Le Comité de la Caisse a entrepris ces dernières années un reporting plus affiné des placements. Depuis la crise de 2008, la gestion des risques a quelque peu évolué et de nouveaux instruments financiers ont vu le jour. Des thématiques comme l'éthique et la responsabilité sociale des caisses de pensions ont pris en importance ces dernières années, en témoigne la votation fédérale « contre les rémunérations abusives ».
C'est pour répondre aux défis de son temps, que le Comité a travaillé durant toute l'année écoulée à la mise à jour de son règlement de placement. Ainsi, le 1er janvier 2015 est entré en vigueur le nouveau règlement sur les placements de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat. En complément à ce règlement, une directive sur les placements et une directive réglant l'évaluation et les principes de comptabilisation des actifs (Directives de comptabilisation) ont été élaborées et sont entrées en vigueur en début d'année 2015.

> Directives relatives à l'exercice des droits de vote
En mars 2013, les suisses ont accepté en votation l'initiative populaire fédérale « contre les rémunérations abusives » dite « initiative Minder ». L'initiative avait dans ses différents objectifs la volonté de contraindre les institutions de prévoyance à exercer leur responsabilité d'actionnaires en les obligeant à voter dans les sociétés suisses cotées dont elles détiennent des parts en directs. Le Conseil fédéral a donc arrêté en novembre 2013 l'ordonnance contre les rémunérations abusives dans les sociétés anonymes cotées en bourse (ORAb) pour la mise en pratique du résultat de la votation. Dès lors, les caisses de pensions devaient avoir mis sur pied au 1er janvier 2015 au plus tard des dispositions réglementaires pour assumer leurs nouvelles responsabilités. Le Comité de la Caisse a validé à fin 2014 une directive sur l'exercice des droits de vote qu'il a mise en pratique en ce début 2015 avec l'étroite collaboration d'Ethos.
A cette fin, une Commission de vote a reçu pour mission l'analyse et l'exercice des droits de vote de la Caisse aux assemblées générales.

Analyse du portefeuille financier sous l'angle environnemental, social et de gouvernance
La Caisse a mandaté Ethos Services SA pour une analyse environnementale[E], sociale [S] et de gouvernance [G] des entreprises et des émetteurs de titres. Selon Ethos, « cette analyse permet notamment d'une part de mettre en valeur des poches de risque financier ou de réputation largement sous-estimées par l'analyse financière traditionnelle et d'autre part, de maximiser les bénéfices extra-financiers ou sociétal lors de la construction du portefeuille. » Les conclusions et suggestions de cette étude se résument ainsi :

> Analyse de la pertinence en termes de rendement-risque, des titres détenus en directs qui sont exclus selon Ethos et qui ne représentent que 1.3% de notre portefeuille ;
> Analyse plus détaillée dans un deuxième temps des fonds en actions et en obligations dont le profit de durabilité est le plus faible. Dans ce cas, les actifs à exclure selon Ethos représentent quelque 1.3% de notre portefeuille ;
> Une réflexion sur l'intégration de critères d'exclusions normatives et sectorielles peut être portée dans l'attribution de mandat en direct ou dans la sélection de fonds ;
> La prise en compte dans la gestion indicielle de fonds qui appliquent les critères ESG.

Au final, Ethos relève que la CPPEF est globalement bien positionnée en matière d'analyse ESG. Eu égard aux conclusions précitées, des améliorations potentielles sont toutefois encore possibles.

Coûts administratifs par dossier
Tous assurés confondus, les frais par dossier se situent à environ cent francs (CHF 101.30 précisément). Ces frais incluent aussi bien ceux de l'actuaire que des divers intervenants au niveau de la LPP, notamment les salaires de l'administration, la rémunération du Comité, de l'organe de contrôle, de l'autorité de surveillance (BBSA) et de la commission de haute surveillance (CHS).

Les défis à venir
L'année 2015 sera principalement consacrée à la mise en application des nouveaux règlements et dans la poursuite de développements de projets en interne permettant encore un meilleur suivi des états financiers de la Caisse.

Les changements de bases techniques mentionnés ci-avant, notamment l'abaissement du taux d'intérêt technique de 4.5% à 3.25% en trois ans, ont des effets financiers importants et il convient dès lors de procéder à des nouvelles analyses de congruence actifs-passifs (CAP) ou asset and liabilities management (ALM).

Les comptes 2014, soit le rapport de gestion, le bilan, le compte P&P et les annexes ont été examinés et approuvés par le Comité en date du 19 mars 2015.

G. Godel	C. Schafer
Président	Administrateur

COMPTES DES EXERCICES 2014 ET 2013

BILAN

ACTIF	**31.12.2014** CHF	**31.12.2013** CHF
Placements	**3'608'828'893**	**3'286'482'771**
Liquidités et placements monétaires	**810'650'005**	**901'645'801**
Liquidités d'exploitation	65'184'900	42'321'432
Liquidités pour placements	82'215'105	435'155'979
Placements à terme	402'250'000	152'750'000
Prêts	261'000'000	261'000'000
Dépôts fiduciaires	0	10'384'427
Change à terme	0	33'963
Créances	**10'401'949**	**7'192'772**
Impôts anticipé et à la source	5'029'612	3'894'360
Contributions employeurs	4'390'971	1'904'966
Créances envers des assurés	872'652	937'640
Débiteurs divers	108'714	455'806
Titres	**1'639'625'343**	**1'357'094'964**
Placements obligataires	**447'448'690**	**322'199'095**
Obligations suisses	49'471'178	41'793'532
Obligations étrangères	397'977'512	280'405'563
Actions et participations	**1'192'176'653**	**1'034'895'869**
Actions suisses	576'710'778	513'795'177
Actions étrangères	613'709'552	519'322'225
Participations	1'756'323	1'778'467
Immobilisations	**1'074'794'145**	**994'528'509**
Immeubles	**1'074'725'097**	**994'370'830**
Immeubles construits	901'662'609	874'035'653
Immeubles en mise en valeur	15'994'544	25'314'805
Terrains à bâtir	21'911'724	14'848'330
Immeubles en construction	13'259'544	5'149'968
Rénovations	2'907'491	4'229'148
Fonds de placement immobiliers suisses	118'989'185	70'792'926
Transitoires sur immeubles	**69'048**	**157'679**
Placements alternatifs	**73'357'451**	**26'020'725**
Comptes de régularisation de l'actif	**3'577'397**	**6'264'321**
Intérêts courus	3'577'397	6'120'660
Produits à recevoir	0	143'661
TOTAL DE L'ACTIF	**3'612'406'290**	**3'292'747'092**

COMPTES DES EXERCICES 2014 ET 2013

BILAN

PASSIF	**31.12.2014** CHF	**31.12.2013** CHF
Dettes	**8'849'777**	**8'536'477**
Prestations de libre passage et rentes	**4'763'378**	**4'871'443**
Autres dettes	**4'086'399**	**3'665'034**
Créanciers	828'133	572'770
Comptes courants	2'523'145	2'182'112
Fonds de Garantie	735'121	910'152
Comptes de régularisation du passif (passifs transitoires)	**3'450'308**	**3'245'495**
Passifs transitoires	46'493	44'274
Passifs transitoires sur titres	162'851	153'593
Passifs transitoires sur immeubles	3'240'964	3'047'628
Capitaux de prévoyance et provisions techniques	**4'791'792'250**	**4'228'532'166**
Capital de prévoyance des assurés actifs	**2'473'634'776**	**2'229'593'638**
Prestations de libre passage des assurés actifs	2'466'407'946	2'222'819'143
Avoirs de vieillesse des assurés actifs du régime LPP	5'628'793	6'774'495
Capitaux assurés actifs RCC	1'598'037	0
Capital de prévoyance des bénéficiaires	**2'299'802'835**	**1'922'294'750**
Valeur actuarielle des pensions en cours	2'289'415'609	1'913'568'540
Valeur actuarielle des rentes en cours du régime LPP	10'387'226	8'726'210
Provisions techniques	**18'354'639**	**76'643'778**
Provision de longévité	18'354'639	61'328'778
Provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	0	15'315'000
Part en répartition (28.2% du Régime de pensions / ex 30%)	**-1'346'295'251**	**-1'263'827'540**
Réserve de fluctuation de valeurs	**154'609'206**	**316'260'494**
Réserve de fluctuation de valeurs	154'609'206	316'260'494
Fortune libre (+) / Découvert (-)	**0**	**0**
Découvert technique: situation en début de période	-1'263'827'540	-1'204'100'675
Augmentation de la part financée en répartition	1'346'295'251	1'263'827'540
Excédent de charges	-82'467'711	-59'726'865
TOTAL DU PASSIF	**3'612'406'290**	**3'292'747'092**

COMPTES DES EXERCICES 2014 ET 2013

COMPTE D'EXPLOITATION

	2014 CHF	2013 CHF
Cotisations et apports ordinaires	**249'366'042**	**237'159'683**
Cotisations des salariés	99'191'208	93'683'978
Cotisations des employeurs	135'567'428	129'841'928
Cotisations supplémentaires des salariés	492'055	492'000
Rachats	14'115'351	13'141'777
Prestations d'entrée	**51'438'004**	**55'708'403**
Apports de libre passage	49'691'210	54'014'088
Remboursements de versements anticipés pour l'EPL	1'746'794	1'694'315
Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée	***300'804'046***	***292'868'086***
Prestations réglementaires	**-173'386'078**	**-162'792'320**
Rentes de vieillesse	-136'977'254	-128'939'729
Rentes de survivants	-18'163'147	-18'001'545
Rentes d'invalidité	-7'652'939	-8'266'413
Prestations en capital à la retraite	-10'123'687	-6'182'234
Prestations en capital au décès et à l'invaliditié	-469'051	-1'402'399
Prestations de sortie	**-68'325'180**	**-68'636'684**
Prestations de libre passage en cas de sortie	-58'665'434	-58'484'683
Versements anticipés pour l'EPL/divorce	-9'659'746	-10'152'001
Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés	***-241'711'258***	***-231'429'004***
Dissolution/Constitution de capitaux de prévoyance, provisions techniques	**-563'260'084**	**-199'462'796**
Constitution de capitaux de prévoyance des assurés actifs	-228'726'138	-91'709'768
Constitution de capitaux de prévoyance des bénéficiaires	-377'508'085	-82'465'897
Constitution de provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	0	-15'315'000
Dissolution/Constitution provision de longévité	42'974'139	-9'972'131
Charges d'assurances	**-735'121**	**-910'152**
Cotisations au Fonds de garantie	-735'121	-910'152
Résultat net de l'activité d'assurance	***-504'902'417***	***-138'933'866***
Résultat net des placements	**262'915'491**	**198'581'903**
Résultat net des liquidités	4'178'377	2'128'756
Résultat net des placements obligataires	26'538'649	-11'008'315
Résultat net des actions et participations	173'996'329	157'939'110
Résultat net des placements alternatifs	8'879'139	1'952'211
Résultat net des placements immobiliers	54'493'281	46'189'411
Intérêts sur prêts à l'employeur	0	7'000'000
Frais d'administration des placements	-5'170'284	-5'619'270
Autres produits	**281'754**	**278'551**
Produits de prestations fournies	96'013	112'897
Produits divers	185'741	165'654
Autres frais	**-22'362**	**-168'234**
Frais d'administration	**-2'391'465**	**-2'356'432**
Administration générale	-2'270'038	-2'150'757
Organes de révision et expert en matière de prévoyance professionnelle	-104'292	-168'912
Autorités de surveillance	-17'135	-36'763
Excédent des produits/charges avant constitution/dissolution de la réserve de fluctuation de valeur	-244'118'999	57'401'922
+/- Dissolution/constitution de la réserve de fluctuation de valeurs	161'651'288	-117'128'787
Excédent de charges	***-82'467'711***	***-59'726'865***

COMPTES D'EXPLOITATION CONDENSES DES EXERCICES 2014 ET 2013

RUBRIQUES	TOTAL		REGIME PENSIONS		REGIME LPP		RCC	
	2014 CHF	2013 CHF	2014 CHF	2013 CHF	2014 CHF	2013 CHF	2014 CHF	2013 CHF
Apports provenant de cotisations et prestations d'entrée	300'804'047	292'868'086	293'334'081	285'954'616	5'661'162	6'913'470	1'808'804	
Dépenses relatives aux prestations et versements anticipés	-241'711'259	-231'429'004	-235'381'582	-224'588'269	-6'329'677	-6'840'735	0	
Dissolution/Constitution de capitaux de prévoyance	-563'260'084	-199'462'796	-561'338'167	-199'089'552	-323'880	-373'244	-1'598'037	
Contributions au Fonds de Garantie	-735'121	-910'152	-723'225	-895'446	-11'896	-14'706	0	
Résultat net de l'activité d'assurance	-504'902'417	-138'933'866	-504'108'893	-138'618'651	-1'004'291	-315'215	210'767	
Résultat net des placements	262'915'491	198'581'903						
Autres produits	281'754	278'551						
Autres frais	-22'362	-168'234						
Frais d'administration	-2'391'465	-2'356'432						
Dissolution/Constitution de réserve de fluctuation de valeurs	161'651'288	-117'128'787						
Excédent de charges / produits	-82'467'711	-59'726'865	-504'108'893	-138'618'651	-1'004'291	-315'215	210'767	0

3. ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

I. Bases et organisation

I.1. Statut juridique et but

La Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (ci-après : la Caisse) est un établissement de droit public doté de la personnalité morale. Son siège est à Fribourg.

La Caisse a pour but d'assurer des prestations en cas de retraite, d'invalidité et de décès dans le cadre de la prévoyance professionnelle.

I.2. Enregistrement LPP et Fonds de garantie LPP

La Caisse est enregistrée au registre de la prévoyance professionnelle auprès de l'Autorité de surveillance compétente. Depuis 2012, les institutions de prévoyance ayant leur siège dans le canton de Fribourg sont placées sous la surveillance de l'Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (BBSA).

De plus, la Caisse est inscrite au Fonds de garantie LPP et y verse des cotisations.

I.3. Indications des actes et des règlements

L'activité de la Caisse est régie par :

a. Dispositions légales

- Loi du 12 mai 2011 sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (LCP)
- Règlement du 22 septembre 2011 sur le régime de pensions de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (RRP)
- Règlement du 22 septembre 2011 sur le régime LPP de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (RRLPP)
- Règlement du 22 septembre 2011 concernant l'encouragement à la propriété du logement au moyen de la prévoyance professionnelle pour les personnes assurées de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (REPL)
- Règlement du 13 février 2014 sur le régime complémentaire pour les cadres du personnel de l'Etat (RRCC)

b. Réglementation interne	Version du :
Règlement sur les droits de signatures et de compétences	1er mai 2005
Règlement pour les passifs de nature actuarielle	1er septembre 2006
Règlement concernant l'affiliation des institutions externes à la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat	22 septembre 2011
Règlement d'organisation	29 octobre 2012
Règlement sur les placements	18 décembre 2014
Directives sur les placements	18 décembre 2014

- Directives relative à l'exercice du droit de vote 18 décembre 2014
- Directives réglant l'évaluation et les principes de comptabilisation des actifs 18 décembre 2014

La Caisse est membre de l'Association suisse des institutions de prévoyance (ASIP) qui a adopté, en 2008, une Charte ainsi que des directives en matière de loyauté dans la gestion des fonds de la prévoyance professionnelle. La Charte est un code de bonne conduite impératif pour tous les membres de l'ASIP qui vient compléter les dispositions légales applicables en la matière (article 48f et suivants de l'OPP2).

I.4. Organe de gestion paritaire / droits de signature

I.4.1. Organe de gestion paritaire / Présidence / Administration

Le Comité se compose de douze membres, dont six représentent l'employeur et six, les personnes salariées. Un représentant des retraités, élu par les personnes au bénéfice de pensions de retraite de la Caisse, participe aux séances du Comité avec voix consultative.

Au 31 décembre 2014, la composition du Comité était la suivante :

Représentants de l'Etat	Représentants des salariés
GODEL Georges, Président	MUTRUX Gérald, Vice-Président
AUBRY Laurent	DELLEY Stéphane
BROILLET Philippe	FRAGNIERE Bernard
BERSET Daniel	MINDEL Claude
HAYOZ Markus	SAVOY Jean-Daniel
MORARD Martine	TOPINKOVA Klara

Représentant de l'Association des retraités de l'Etat (avec voix consultative)
HEIMO Robert

Les membres du Comité participent à différentes Commissions, dont les compositions au 31 décembre 2014 étaient les suivantes :

Commission administrative	Commission immobilière	Commission de placement
FRAGNIERE Bernard	SAVOY Jean-Daniel	BROILLET Philippe
MINDEL Claude	AUBRY Laurent	MUTRUX Gérald
MORARD Martine	DELLEY Stéphane	TOPINKOVA Klara
BERSET Daniel	HEIMO Robert	HAYOZ Markus

La Caisse est placée sous la direction de Monsieur Claude Schafer, Administrateur.

I.4.2. Droits de signatures et de compétences

Les droits de signatures et de compétences sont régis par un règlement du 1er mai 2005 ; la Caisse est représentée vis-à-vis des tiers par les signatures collectives à deux des membres du Comité ou des personnes en charge de l'administration.

I.5. Expert, organe de contrôle, autorité de surveillance

I.5.1. Expert en prévoyance professionnelle (actuaire) :

Pittet Associés S.A. à Genève

I.5.2. Organe de contrôle

Multifiduciaire Fribourg S.A. à Fribourg

I.5.3. Autorité de surveillance

Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (BBSA) à Berne

I.6. Employeurs affiliés

Le nombre d'employeurs affiliés à la Caisse au 31 décembre 2014 est de 62, soit identique à l'année antérieure.

II. Membres actifs et bénéficiaires de pensions et rentes – Rapport démographique

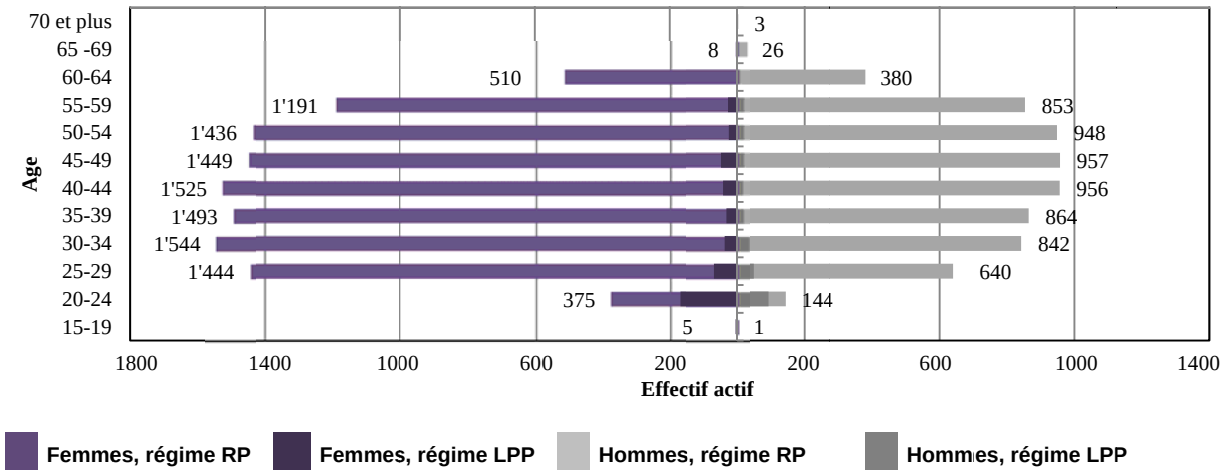
II.1. Assurés actifs

Du 1er janvier au 31 décembre 2014, la Caisse a enregistré une augmentation nette de l'effectif des assurés de 270 unités. Le nombre total des assurés actifs, tous régimes confondus, est passé de 18'035 à 18'305 personnes (ou 18'422 dossiers).

Les femmes représentent un peu plus de 62% de l'effectif.

Pour rappel, les personnes assurées au régime LPP sont principalement des personnes avec des contrats d'une durée inférieure à une année.

Pyramide des âges des assurés actifs selon le sexe et le régime



Effectif et structure d'âge des assurés actifs selon le sexe et le régime

	Femmes				Hommes				
Age	**RP**	**LPP**	**RCC**	**Total**	**RP**	**LPP**	**RCC**	**Total**	**Total général**
70 et plus					3			**3**	**3**
65 -69	8			**8**	26			**26**	**34**
60-64	510	3		**513**	380	4	1	**385**	**898**
55-59	1'191	27	1	**1'219**	853	16	12	**881**	**2'100**
50-54	1'436	25	2	**1'463**	948	16	14	**978**	**2'441**
45-49	1'449	48	2	**1'499**	957	16	29	**1'002**	**2'501**
40-44	1'525	42	3	**1'570**	956	13	21	**990**	**2'560**
35-39	1'493	32	8	**1'533**	864	15	15	**894**	**2'427**
30-34	1'544	37	2	**1'583**	842	31	7	**880**	**2'463**
25-29	1'444	69		**1'513**	640	49		**689**	**2'202**
20-24	375	168		**543**	144	93		**237**	**780**
15-19	5	5		**10**	1	2		**3**	**13**
Total	**10'980**	**456**	**18**	**11'454**	**6'614**	**255**	**99**	**6'968**	**18'422**

Variation annuelle

Effectifs	**2014**	**2013**	**Variation**
Régime de pensions	17'594	17'328	1.5%
Régime LPP	711	707	0.6%
RCC	117	-	-
Total	**18'422**	**18'035**	**2%**

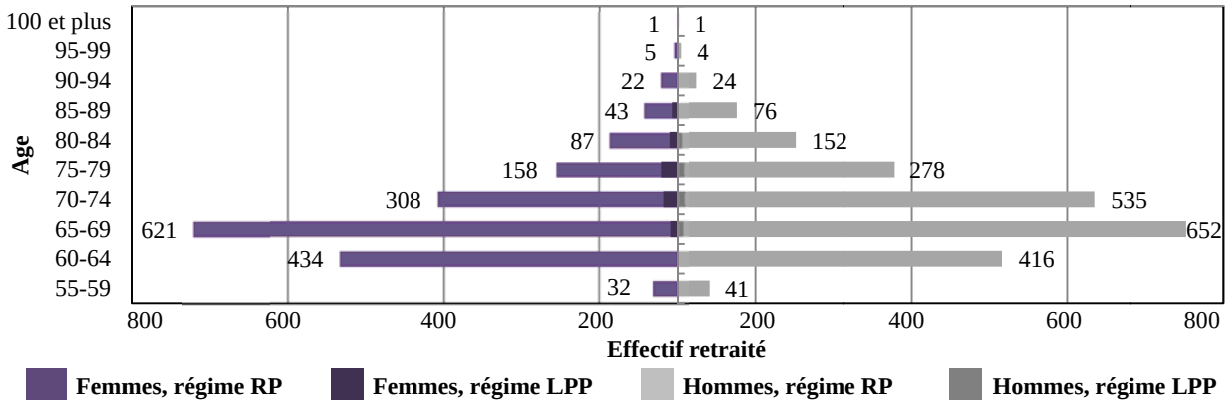
Age moyen	**2014**	**2013**	**Variation**
Régime de pensions	42.96	42.73	**0.5%**
Régime LPP	38.12	38.69	**-1.5%**
RCC	50.42	-	-
Total	**42.83**	**42.57**	**0.6%**

II.2. Bénéficiaires de pensions et rentes

Du 1er janvier au 31 décembre 2014, la Caisse a enregistré une augmentation nette de l'effectif des bénéficiaires de 255 unités. Le nombre total des bénéficiaires, tous régimes confondus, est passé de 4'929 à 5'184 personnes.

Les femmes représentent un peu plus de 52% de l'effectif.

Pyramide des âges des assurés retraités selon le sexe et le régime



Effectif et structure d'âge des retraités selon le sexe et le régime

Age	Femmes Régime LPP	Régime RP	Total	Hommes Régime LPP	Régime RP	Total	Total général
100 et plus		1	1		1	1	2
95-99		5	5		4	4	9
90-94		22	22		24	24	46
85-89	7	43	50		76	76	126
80-84	10	87	97	5	152	157	254
75-79	21	158	179	8	278	286	465
70-74	18	308	326	9	535	544	870
65-69	9	621	630	7	652	659	1289
60-64		434	434		416	416	850
55-59		32	32		41	41	73
Total général	65	1'711	1'776	29	2'179	2'208	3'984

Variation annuelle

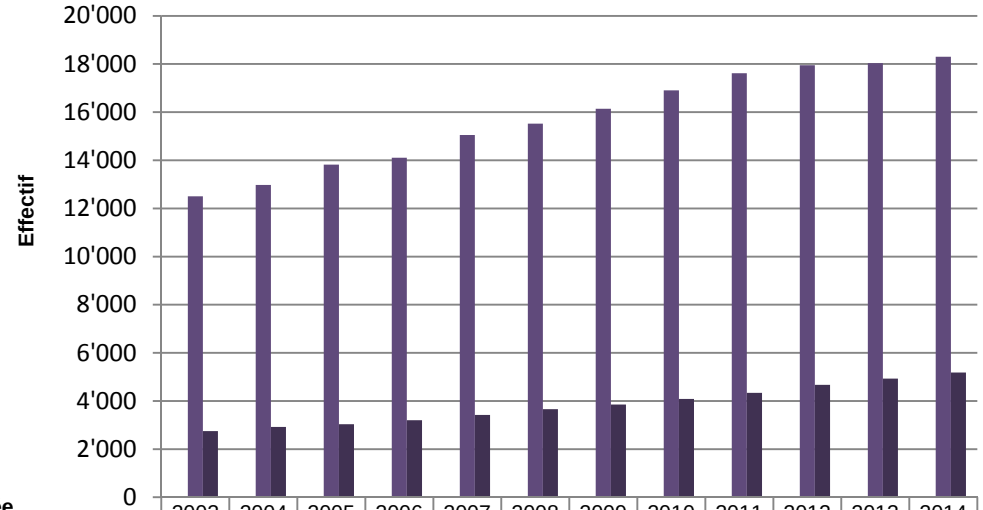
Effectifs	2014	2013	Variation
Régime de pensions	**5'043**	**4'788**	**255**
Pensions de vieillesse	3'890	3'613	**277**
Pensions d'invalidité	304	309	**- 5**
Pensions de conjoints	722	723	**- 1**
Pensions d'orphelins	68	77	**- 9**
Pensions d'enfants de retraités	48	55	**- 7**
Rentes d'enfants d'invalides	11	11	**0**
Régime LPP	**141**	**141**	**0**
Rentes de vieillesse	94	95	**- 1**
Rentes d'invalidité	22	23	**- 1**
Rentes de conjoints	15	14	**1**
Rentes d'orphelins	3	3	**0**
Rentes d'enfants de retraités	6	0	**6**
Rentes d'enfants d'invalides	1	6	**- 5**
Total	**5'184**	**4'929**	**255**

Age moyen	2014	2013	Variation
Pensions/rentes de vieillesse			
Régime de pensions	70.34	70.32	**0.0%**
Régime LPP	75.85	75.37	**0.6%**
Total	**73.10**	**72.84**	**0.3%**

II.3. Total des affiliés

L'effectif total des assurés n'a cessé de croître ces treize dernières années. Ainsi en 2003, le nombre total de personnes affiliées à la Caisse étaient de 15'248. Aujourd'hui, l'effectif est de 23'489, soit une augmentation de plus de 54%. Cette croissance s'est cependant accompagnée d'une détérioration du ratio actifs/bénéficiaires.

Evolution de l'effectif des assurés actifs et des bénéficiaires de pensions et de rentes



Année	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Ratio: actifs/bénéficiaires	4.55	4.44	4.55	4.40	4.40	4.24	4.19	4.13	4.06	3.84	3.66	3.53
Assurés actifs	12'502	12'978	13'823	14'109	15'053	15'521	16'142	16'907	17'619	17'949	18'035	18'305
Bénéficiaires	2'746	2'924	3'038	3'203	3'418	3'657	3'851	4'089	4'337	4'673	4'929	5'184

III. Nature de l’application du but de la Caisse

III.1. Explication des plans de prévoyance

La Caisse pratique trois plans de prévoyance : le régime de pensions, le régime LPP et le régime complémentaire pour les cadres de l’Etat.

Le **régime de pensions** s’adresse au personnel qui est au bénéfice d’un statut de droit public ou qui a une activité durable et principale au service de l’Etat ou de ses établissements.

Le régime de pensions est **une primauté des prestations sur la somme revalorisée des salaires assurés**. L’objectif des pensions finales n’est pas exprimé par rapport au dernier salaire assuré, mais bien sur le salaire moyen de carrière, revalorisé.

Le régime de pensions est déterminé par les caractéristiques principales suivantes :
- le salaire assuré est égal au salaire déterminant, moins une déduction de coordination égale aux 87.5% de la rente AVS annuelle maximale et multipliée par le taux d'activité. Le salaire assuré maximal annuel en 2014 était de CHF 221'248.30 ;
- la prestation de retraite est égale à 1.6% de la somme revalorisée des salaires assurés à la fin du mois qui précède la retraite entre 60 et 62 ans. Le taux est diminué de 2% par année entre 58 et 60 ans et augmenté de 2% après 62 ans. Les pensions sont adaptées une fois par année suivant l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation. Il existe la possibilité de prélever sous forme de capital au maximum la contre-valeur du quart au maximum de la pension de retraite;
- la pension d’invalidité est égale à la pension de retraite projetée à 60 ans multipliée par le degré d'invalidité ;
- la pension de personne conjointe survivante est égale à 60% de la pension d’invalidité entière qu’aurait pu toucher la personne assurée (en cas de décès d'un actif), ou à 60% de la pension de la personne défunte (en cas de décès d'une personne retraitée ou invalide) ;
- la Caisse sert aussi des prestations d’enfant de retraité dès qu’une personne retraitée a atteint l’âge de 62 ans révolus, ainsi que des pensions d’enfant orphelin.

Le **régime LPP** s’adresse principalement au personnel temporaire. Il est constitué d’un processus d’épargne comparable à celui de la LPP.

Le régime LPP est déterminé par les caractéristiques principales suivantes :
- l’avoir de vieillesse correspond aux bonifications vieillesse, plus les prestations de libre passage LPP reçues, avec intérêt équivalent à l’intérêt minimal LPP;
- la rente de vieillesse se calcule comme suit : l’avoir de vieillesse est converti en rente selon le barème transitoire des taux de la 1ère révision LPP entrée en vigueur au 01.01.2005. L’âge de la retraite est fixé à 65 ans (hommes) / 64 ans (femmes). Possibilité de retraite dès l’âge de 58 ans, avec une réduction correspondante du facteur de conversion. Les rentes sont adaptées une fois par année suivant l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation ;
- la rente d’invalidité se compose de la rente présumée de vieillesse, augmentée des intérêts calculés selon les modalités de la LPP, mais au maximum équivalente à 40% du salaire assuré multiplié par le degré d'invalidité ;

> la rente de conjoint survivant est déterminée à hauteur de 60% de la rente d'invalidité entière qu'aurait pu toucher l'assuré (en cas de décès d'un actif), ou de 60% de la rente du défunt (en cas de décès d'un retraité ou d'un invalide) ;
> la Caisse sert aussi des rentes d'enfants d'invalide et des rentes d'enfant orphelin égales à 20% de la rente d'invalidité.

Le **régime complémentaire pour les cadres (RCC)** s'adresse aux médecins de l'HFR à l'exclusion des médecins agréés et services assurés au régime de pensions pour la part d'honoraires rétrocédée ou l'indemnité compensatoire y relative, dont le salaire déterminant AVS dépasse les limites du salaire déterminant AVS déjà pris en compte dans le régime de pensions.

Le RCC est déterminé par les caractéristiques principales suivantes :
> l'avoir de vieillesse correspond aux bonifications vieillesse, plus les prestations de libre passage LPP reçues, avec intérêt fixé rétroactivement à la fin de chaque année par le comité;
> toutes les prestations sont versées sous forme de capital.

III.2. Financement, méthodes de financement

III.2.1. Régime de pensions

Le taux de cotisation du régime de pensions, global et uniforme, est égal à 22.5% du salaire assuré quels que soient l'âge et le sexe de l'assuré, depuis la deuxième année d'entrée en vigueur de la loi sur la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (ci-après : LCP), soit depuis 2014. Il est réparti à raison de 13% à la charge de l'employeur et de 9.5% à la charge des assurés, ce qui représente 57.78% du financement pour l'employeur et 42.22% pour les assurés.

Selon l'article 8 LCP, le système financier du régime de pensions est un **système financier mixte** qui a pour but de garantir un taux de couverture de 80 % des engagements totaux de la Caisse au plus tard au 1er janvier 2052.

III.2.2. Régime LPP

Selon l'âge de l'assuré, la cotisation d'épargne varie entre 7% et 18% du salaire assuré, celui-ci étant limité au maximum à CHF 59'670.--. Une cotisation supplémentaire de 2.4% du salaire assuré est prélevée pour financer les risques invalidité et décès, la cotisation au Fonds de garantie et les frais administratifs. Le financement est paritaire.

Le régime LPP fonctionne en **capitalisation intégrale**. Ainsi, la fortune qui lui est propre doit donc couvrir en tout temps la totalité des capitaux de prévoyance, composés des avoirs de vieillesse accumulés des assurés actifs et des réserves mathématiques (ou valeur actuelle) des pensions en cours.

III.2.3. Régime complémentaire pour les cadres

La cotisation est fixée en pour-cent du salaire assuré. Elle dépend du plan de prévoyance choisi par l'assuré. Il existe trois types de plan dont la cotisation d'épargne varie entre 13.6% et 22% du salaire assuré. Une cotisation supplémentaire de 3.0% du salaire assuré est prélevée pour financer les risques invalidité et décès et les frais administratifs. L'employeur paye indépendamment du plan choisi une cotisation de 12.5%, tandis que l'assuré finance le solde.

Le RCC fonctionne en **capitalisation intégrale**. Ainsi, la fortune qui lui est propre doit donc couvrir en tout temps la totalité des capitaux de prévoyance, composés des avoirs de vieillesse accumulés des assurés actifs.

III.2.4. Autres informations sur l'activité de prévoyance

Néant.

IV. Principes d'évaluation et de présentation des comptes

IV.1. Confirmation sur la présentation des comptes selon la Swiss GAAP RPC 26 (Swiss Generally Accepted Accounting Principles – Recommandations pour la Présentation des Comptes)

Les comptes de la Caisse sont présentés en conformité à la norme comptable Swiss GAAP RPC 26.

Vu que la Caisse applique trois plans de prévoyance (RP, RLPP et RCC), il a été élaboré un compte d'exploitation complémentaire présentant les résultats distincts propres à chaque régime; ce document fait partie intégrante des comptes annuels et figure dans les présents états financiers.

IV.2. Principes comptables et d'évaluation

Les principes d'évaluation des postes du bilan sont les suivants :

- Evaluation des actifs, hormis immeubles, à la date de bouclement
  - Les montants en devises étrangères sont convertis au cours de clôture du jour de la date de bouclement.

  - Sont évalués à la valeur nominale:
    - les placements auprès de l'Etat ;
    - les liquidités et placements à terme ;
    - les créances corrigées éventuellement d'une provision pour pertes sur débiteurs.

  - Sont évalués à la valeur de marché:
    - les obligations de qualité supérieure (invesment grade), inférieure (sub-investment grade) et les obligations convertibles ;
    - les actions ;
    - les placements alternatifs (notamment matières premières, hedges funds, fonds private equity, investissements dans l'infrastructure, insurance linked securities).

  - Sont évaluées à la valeur des fonds propres, en tenant compte des réserves latentes éventuelles:
    - les actions non cotées ;
    - les participations.

- Immeubles
  - Immeubles construits
    Chaque immeuble est évalué à la valeur de rendement capitalisé sur la base des états locatifs bruts au moyen des paramètres suivants :
    - Objectif de rendement net de 4.5% ;
    - Taux de charge déterminé en prenant la moyenne des charges d'exploitation des cinq dernières années ;
    - Taux de vacance déterminé sur la moyenne des cinq dernières années ;
    - Majoration forfaitaire pour certains immeubles subventionnés ;
    - Majoration pour affectation spécifique ;

- Vétusté : prise en compte des besoins prévisibles en rénovation sur une durée de dix ans.

- Immeubles acquis en cours d'année
  La valeur des nouvelles acquisitions est déterminée sur la même base que les immeubles construits hormis les taux de charge et de vacance. Pour la fixation du taux de charge, il est tenu compte pour la première année de charges budgétées ; par la suite il est tenu compte des charges effectives. Quant au taux de vacance, il est tenu compte la première année du taux de vacance constaté pendant la période d'acquisition ; par la suite, les taux de vacance des cinq dernières années ou moins en fonction de durée de possession sont pris en considération.

- Immeubles en mise en valeur (durée maximum 3 ans)
  La valorisation est égale au coût de construction si celui-ci est inférieur à la valeur réelle des immeubles en cours de mise en valeur, déterminée sur la base des principes définis pour les immeubles acquis en cours d'année, hormis le taux de vacance à appliquer. Ce taux est calculé sur la moyenne du taux de vacance globale du portefeuille de la Caisse pour les trois dernières années, additionné de cinq pourcents. Si le coût de construction est supérieur à la valeur réelle des immeubles, cette dernière est appliquée.

- Terrains à bâtir
  La valeur de marché à la date de bouclement est prise en considération.

- Immeubles en construction
  La valeur accumulée des coûts de construction est prise en considération.

- Rénovations
  La valeur accumulée des coûts de rénovation est prise en considération.

Pour les objets dont une vente ferme intervient après la date de bouclement, les prix de vente nets, connus au moment du bouclement des comptes, sont retenus comme valorisation.

- Capitaux de prévoyance et provisions techniques
  La méthode statique est appliquée. Les capitaux de prévoyance font l'objet d'une attestation de la part de l'actuaire.

  La provision pour revalorisation des salaires assurés est déterminée sur la base des dispositions du règlement sur le régime de pensions de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat (RRP art. 48).

V. Couverture des risques / règles techniques / degré de couverture

V.1. Nature de la couverture des risques

Les risques couverts sont l'invalidité, le décès et la vieillesse.

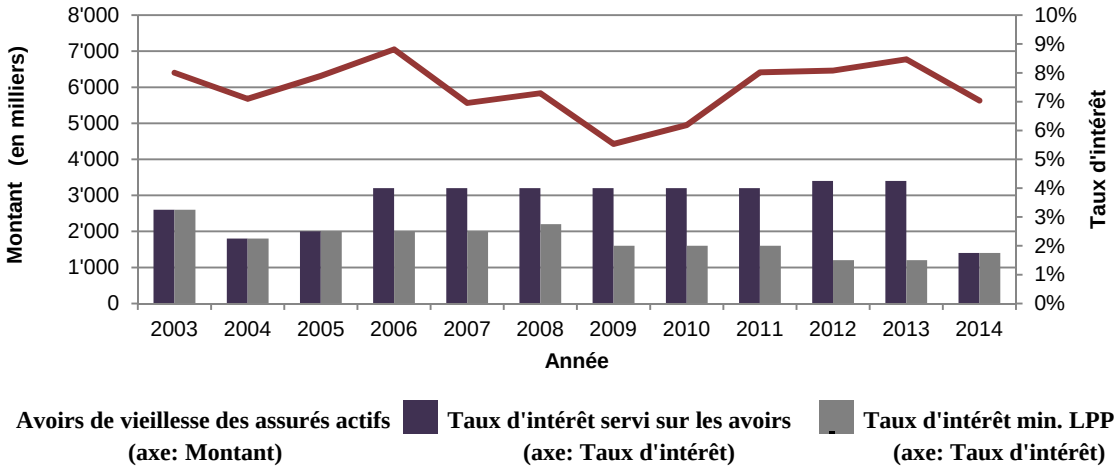
V.2. Explications des actifs et passifs de contrats d'assurance

La Caisse est une caisse autonome qui assure intégralement ses risques et n'est, de ce fait, pas réassurée.

V.3. Développement et rémunération des avoirs d'épargne en primauté des cotisations (régime LPP)

a. Développement	31.12.2014	31.12.2013	Variation
Avoirs de vieillesse des assurés actifs	5'628'793	6'774'496	-1'145'703
b. Rémunération			
Taux d'intérêt servi sur les avoirs	1.75%	4.25%	-2.50%
c. Rémunération minimale légale			
Taux d'intérêt servi sur les avoirs	1.75%	1.50%	0.25%

Evolution des avoirs épargne en primauté des cotisations (régime LPP)



V.4. Développement et rémunération des avoirs d'épargne en primauté des cotisations (RCC)

a. Développement	31.12.2014	31.12.2013	Variation
Avoirs de vieillesse des assurés actifs	1'598'037	0	1'598'037
b. Rémunération			
Taux d'intérêt servi sur les avoirs	1.75%	0	1.75%
c. Rémunération minimale légale			
Taux d'intérêt servi sur les avoirs	1.75%	0	1.75%

V.5. Développement du capital de couverture pour les assurés actifs en primauté de prestations (régime de pensions)

	31.12.2014	31.12.2013
Prestations de libre passage (PLP) au début de l'exercice	2'222'819'143	2'123'973'236
Variations de l'exercice :		
+ augmentation des PLP des assurés présents toute l'année	235'703'305	217'975'503
+ augmentation des PLP des assurés entrés en cours d'exercice	38'071'769	43'718'517
- PLP des assurés démissionnaires durant l'exercice	-165'955'414	-162'848'113
+ augmentation des PLP suite au changement de base actuarielle	135'769'154	
Total de la variation annuelle	243'588'813	98'845'907
Prestations de libre passage en fin d'exercice	2'466'407'956	2'222'819'143

V.6. Provision technique pour revalorisation de la somme des salaires assurés

La Caisse n'a pas procédé à une revalorisation de la somme des salaires assurés au 1er janvier 2015.

V.7. Développement et rémunération des comptes témoins selon la LPP des assurés actifs du régime de pensions

a. Développement	31.12.2014	31.12.2013	Variation
Avoirs de vieillesse des assurés actifs	1'133'766'758	1'083'323'432	50'443'326
c. Rémunération minimale légale			
Taux d'intérêt servi sur les avoirs	1.75%	1.50%	0.25%

V.8. Développement des capitaux de prévoyance des bénéficiaires (réserve de longévité incluse)

Régime de pensions

	Capitaux de prévoyance		Variations			
	2014 CHF	2013 CHF	2014/2013 CHF	2013/2012 CHF	2014/2013 %	2013/2012 %
Retraités	1'971'118'401	1'628'266'109	342'852'292	82'687'539	+ 21.1	+ 5.3
Invalides	130'711'523	115'989'302	14'722'221	- 2'286'527	+ 12.7	- 1.9
Conjoints	182'305'116	163'737'868	18'567'248	1'907'264	+ 11.3	+ 1.2
Orphelins	4'421'405	4'629'327	- 207'922	61'545	- 4.5	+ 1.3
Enfants de retraités	703'233	795'492	- 92'259	5'113	- 11.6	+ 0.6
Enfants d'invalides	155'931	150'442	5'489	67'106	+ 3.6	+ 80.5
Total	**2'289'415'609**	**1'913'568'540**	**375'847'069**	**82'442'040**	**+ 19.6**	**+ 4.5**

Régime LPP

	Capitaux de prévoyance		Variations			
	2014 CHF	2013 CHF	2014/2013 CHF	2013/2012 CHF	2014/2013 %	2013/2012 %
Retraités	6'058'954	4'812'857	1'246'097	- 235'415	+ 25.9	- 4.7
Invalides	3'278'947	2'967'769	311'178	306'171	+ 10.5	+ 11.5
Conjoints	856'955	750'411	106'544	- 20'688	+ 14.2	- 2.7
Orphelins	39'780	50'066	- 10'286	- 10'282	- 20.5	- 17.0
Enfants de retraités	552	145'107	- 144'555	- 9'440	- 99.6	- 6.1
Enfants d'invalides	152'038	0	152'038	- 6'489		- 100.0
Total	**10'387'226**	**8'726'210**	**1'661'016**	**23'857**	**+ 19.0**	**+ 0.3**

Il n'y a pas eu d'indexation des pensions en 2014.

V.9. Résultats de la dernière expertise actuarielle

La dernière expertise a été effectuée au 31.12.2011. Depuis, la Caisse n'a pas procédé à une nouvelle expertise, car les bases techniques ont subi depuis cette date passablement de changements. Une nouvelle expertise est planifiée pour 2015, se basant sur la situation technique de la Caisse au 1er janvier 2015, c'est-à-dire avec la prise en compte d'un taux de cotisation de 9.5% payé par les assurés et de 13% payé par l'employeur jusqu'à fin 2016, puis de 10.66% payé par les assurés et de 15.24% payé par l'employeur dès janvier 2017. L'expertise prendra aussi en compte la participation des assurés pensionnés qui se décline par une limite au renchérissement annuel octroyé à 0,54 %, pour autant que l'indice des prix à la consommation ait augmenté au moins de 0,54%.

Les résultats de cette expertise seront publiés une fois que le Comité de la Caisse en aura pris connaissance.

V.10. Bases techniques et autres hypothèses significatives sur le plan actuariel

Les réserves mathématiques sont déterminées sur la base des tables actuarielles VZ 2010. Le taux d'intérêt technique de la Caisse est de 3.25%.

V.11. Degré de couverture selon l'art. 44 OPP 2 et garantie de l'Etat de Fribourg

Le degré de couverture et le montant de la garantie de l'Etat couvrant le découvert technique en capitalisation sont les suivants :

	31.12.2014 CHF	31.12.2013 CHF
Fortune nette (actifs de la caisse diminués des exigibles à court terme) (FP)	3'600'106'205	3'280'965'119
Capitaux de prévoyance et provisions techniques (CP)	-4'791'792'250	-4'228'532'166
Garantie de l'Etat (Garantie = FP - CP)	-1'191'686'045	-947'567'047
Degré de couverture (DC = FP / CP)	75.1%	77.6%

VI. Explications relatives aux placements et au résultat net des placements

VI.1. Organisation de l'activité de placements, règlement de placements

Les placements financiers sont confiés aux établissements suivants :

- Banque Cantonale de Fribourg - mandat pour la gestion d'un portefeuille mixte ;
- Crédit Suisse S.A. à Fribourg - mandat de gestion en actions suisses et étrangères ;
- UBS S.A. à Fribourg - mandat de gestion en actions suisses et européennes ainsi qu'en obligations étrangères ;
- IAM S.A. à Genève - mandat de gestion d'un portefeuille d'actions suisses ;
- Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. à Fribourg - mandats pour la gestion d'un portefeuille mixte et un portefeuille en actions ;
- Lombard Odier Asset Management S.A. à Genève – mandat de gestion en obligations étrangères;
- Pictet & Cie S.A. à Genève – mandats pour la gestion d'obligations et de fonds de placements en obligations étrangères.

Les immeubles de la Caisse sont en gérance auprès des régies suivantes :

- Régie de Fribourg S.A., à Fribourg ;
- Gerama S.A., à Fribourg ;
- Régie Châtel S.A., à Châtel-St-Denis ;
- Gérance Immobilière de la Broye S.A., à Estavayer-le-Lac ;
- Gendre & Emonet Gérance et Fiduciaire S.A., à Montreux ;
- Burriplus Immobilien Treuhand, à Berne.

VI.2. Utilisation des extensions avec résultat du rapport (art. 50 OPP 2 al. 4)

L'allocation de la Caisse est conforme aux limites de placements.

VI.3. Objectif de la réserve de fluctuation de valeurs

Dans le cadre des nouvelles dispositions fédérales relatives au financement des caisses de pensions de droit public en capitalisation partielle, qui prévoient notamment un objectif d'un degré de couverture de 80% à l'horizon 2052, la Caisse est tenue de soumettre à l'Autorité de Surveillance, pour le régime de pensions, un plan de financement permettant d'atteindre cet objectif et garantissant la couverture intégrale des engagements envers les pensionnés. L'expert de la Caisse a soumis au BBSA pour approbation un chemin de financement prenant en compte l'augmentation des cotisations approuvée en novembre 2014 par le Grand Conseil ainsi que l'abaissement du taux d'intérêt technique à 3.25%. Sur la base du chemin proposé, le degré de couverture global du régime de pensions s'élève au 1er janvier 2015 à 71.8 %. La différence entre le degré de couverture effectif et le degré de couverture défini selon le plan de financement est entièrement dédiée à la réserve de fluctuation de valeurs (ci-après RFV), qui s'élève dès lors à quelque CHF 154 mios. Ce nouveau système financier fédéral remplace le système financière statutaire de la Caisse, qui prévoyait une capitalisation du régime de pensions à hauteur de 70 %. Ainsi, l'abaissement de la RFV entre les exercices 2013 et 2014 s'explique comme suit : la RVF obtenue en 2013 a été obtenue par la différence entre le degré de couverture de 77.6% et le degré de capitalisation minimum de 70% alors inscrit dans la loi,

ce qui donnait un montant de CHF 316.2 mios. Pour 2014, cette différence n'est que de CHF 154 mios, car les degrés de couverture pris en considération sont 75.1% (DC effectif) et 71.8% (DC du chemin de recapitalisation au 1.01.2015, respectivement au 31.12.2014).

Selon l'art. 45 OPP 2, la Caisse, institution de droit public, peut déroger au principe du bilan en caisse fermée. En vertu de l'art. 48e OPP 2 et compte tenu de l'allocation stratégique choisie par la Caisse au moment de l'établissement du bilan, les réserves de fluctuation nécessaires avec un niveau de confiance statistique de 95% se montent à CHF 351.7 mios. Ce calcul prend en compte la totalité des investissements, la répartition effective, la corrélation entre les différentes classes d'actifs ainsi que l'objectif de rendement de la Caisse.

Le niveau de réserve calculé considère un montant minimum à disposer sur un horizon d'une année, pour absorber une baisse des marchés, soit quelque 7 points du degré de couverture. Il est important de relever que le Comité de la Caisse analyse le problème du montant de l'objectif de réserve nécessaire à l'allocation des véhicules de placement dans le cadre de la stratégie de placement, compte tenu notamment aussi du taux d'intérêt technique fixé.

Compte tenu du degré de couverture minimum en-dessous duquel la Caisse ne devrait pouvoir aller, la réserve de fluctuation de valeurs effective se monte au 31.12.2014 à CHF 154.6 mios.

Limitations du modèle
Le calcul des réserves nécessaires se base sur l'hypothèse de normalité des rendements des actifs. Des études empiriques montrent que les actifs financiers peuvent s'écarter de la distribution normale. D'une part, les événements extrêmes ont tendance à se produire plus fréquemment que ne le prévoit la distribution normale. D'autre part, les rendements de certains actifs financiers sont asymétriques. En conséquence, l'objectif de réserves de fluctuation proposé sous l'hypothèse de normalité peut s'écarter de manière plus ou moins importante de la réalité économique.

VI.4. Limites de placements et allocation stratégique

LIMITES DE PLACEMENT OPP2 Fortune au 31.12.2014: CHF 3'612.4 mios				
OPP2	**Rubriques**	**Limites %**	**Limites Mios CHF**	**Dépassements Mios CHF**
Limites individuelles				
54	Créances par débiteurs Liquidités + placements à termes + obligations	10% par débiteur	361.2	29.2 auprès de la BCF
54a	Actions suisses et étrangères	5% par participation	180.6	Aucun dépassement
54b/1	Biens immobiliers en Suisse et à l'étranger	5% par objet	180.6	Aucun dépassement
Limites par catégories				
54b/2	Avances obtenues sur biens immobiliers	30% de la valeur vénale par objet		Pas de rubrique au bilan
55	Titres hypothécaires lettres de gage	50% au max. 80% de la valeur vénale de l'ensemble des objets		Pas de rubrique au bilan
55b	Actions suisses et étrangères	50%	1'806.2	Aucun dépassement
55c	Biens immobiliers en Suisse et à l'étranger	30% dont 1/3 au max. à l'étranger	1'083.7	Aucun dépassement
55d	Placements alternatifs	15%	541.9	Aucun dépassement
55e	Devises étrangères sans couverture de change	30%	1'083.7	Aucun dépassement
Placements auprès de l'employeur				
57	Placements auprès de l'employeur	5%	180.6	Pas de rubrique au bilan
57	Biens immobiliers utilisés à plus de 50% par l'employeur	5%	180.6	Aucun dépassement

Les dépassements de limites ressortant dans le tableau ci-dessus sont justifiés comme suit :

Art. 54 OPP2 – Créances par débiteurs
Il s'agit principalement de liquidités disponibles à fin 2014 auprès de la Banque cantonale de Fribourg en attente d'opportunités de placements. Cet établissement bénéficie de la garantie de l'Etat de Fribourg.

Limites de placements SAA – Stratégie de placement – Strategic Asset Allocation

Véhicules de placement	**Allocation Stratégique %**	**Marges tactiques**		**31.12.2014**	
		Min %	**Max %**	**Mios CHF**	**%**
Liquidités	3	0	10	147	4.07%
Débiteurs en CHF	27	10	52.5	725	20.07%
Obligations étrangères	10	7.5	12.5	400	11.07%
Placements alternatifs	3	0	5	73	2.02%
Actions suisses	10	7.5	20	578	16.00%
Actions étrangères	10	5	17.5	614	17.00%
Immobilier	37	25	40	1'075	29.76%
TOTAL	100			3'612	100.00%

VI.5. Prêts

Les prêts nominaux se subdivisent comme suit :

- Prêts aux banques pour CHF 253 mios ;
- Prêts aux communes et associations de communes pour CHF 8 mios.

VI.6. Instruments financiers dérivés en cours (ouverts)

Au cours de l'exercice 2014, aucun produit dérivé n'a été utilisé.

VI.7. Valeurs de marché et co-contractants des titres en securities lending

La Caisse n'autorise pas le securities lending.

VI.8. Explications du résultat net des placements

VI.8.1. Frais d'administration des placements financiers

(En milliers de CHF)	**2014**	**2013**
Frais de gestion des titres	2'291	2'262
Frais TER	1'960	1'235
Frais de consultants	16	89
Impôts à la source non-récupérables	- 117	454
Frais de transactions et timbre fédéral	1'020	1'579
Totaux	**5'170**	**5'619**

(En milliers de CHF)	Intérêts Dividendes	Gains réalisés	Pertes réalisées	Gains non réalisés	Pertes non réalisées	Frais	**Totaux 2014**
Liquidités et placements monétaires	5'196	206	-693	922	-1'451	-2	**4'178**
Obligations suisses	989	26	-114	332	-247		**986**
Obligations étrangères	6'322	3'447	-3'451	23'415	-4'181		**25'552**
Actions suisses	9'693	6'263	-1'246	59'897	-5'405		**69'202**
Actions étrangères	7'475	15'509	-3'425	86'104	-879		**104'784**
Fonds de placements immobiliers	712			2'372	-135		**2'949**
Placements alternatifs	1'228	62	-344	8'246	-313		**8'879**
Participations	33				-22		**11**
Frais d'administration des placements financiers						-5'170	**-5'170**
Résultat net des placements financiers	31'648	25'513	-9'273	181'288	-12'633	-5'172	**211'371**

	Loyers	Gains réalisés	Pertes réalisées	Ajustements de valeurs	Charges d'exploitation	
Immeubles	58'353			6'823	-13'631*	**51'545**
Résultat net des placements						**262'916**

* Présentés dans les produits d'immeubles au niveau du compte d'exploitation

VI.8.2. Frais de gestion des investissements collectifs

Taux de transparence des coûts (en milliers de CHF)	**Montant**	**Rapport**
Total des investissements transparents	2'562'379	99.56%
Total des investissements collectifs non-transparents	11'234	0.44%
Investissement global	**2'573'613**	**100.0%**

Le taux de transparence des coûts est de 99.56%

Coûts de la gestion des biens attribués (en milliers de CHF)	**Montant**	**Rapport ***
Coûts de gestion des biens comptabilisés directement dans le compte d'exploitation	3210	0.13%
Indicateur de coûts des investissements collectifs avec transparence des coûts	1960	0.08%
Total des coûts de gestion et des biens attribués dans le compte d'exploitation	**5170**	**0.21%**

* en % des investissements transparents

Coûts des investissements collectifs transparents par catégorie d'investissement Catégorie d'investissement (en milliers de CHF)	
Obligations suisses	17
Obligations étrangères	279
Actions suisses	157
Actions étrangères	483
Fonds de placements immobiliers	712
Placements alternatifs	312
Total des investissements collectifs	**1'960**

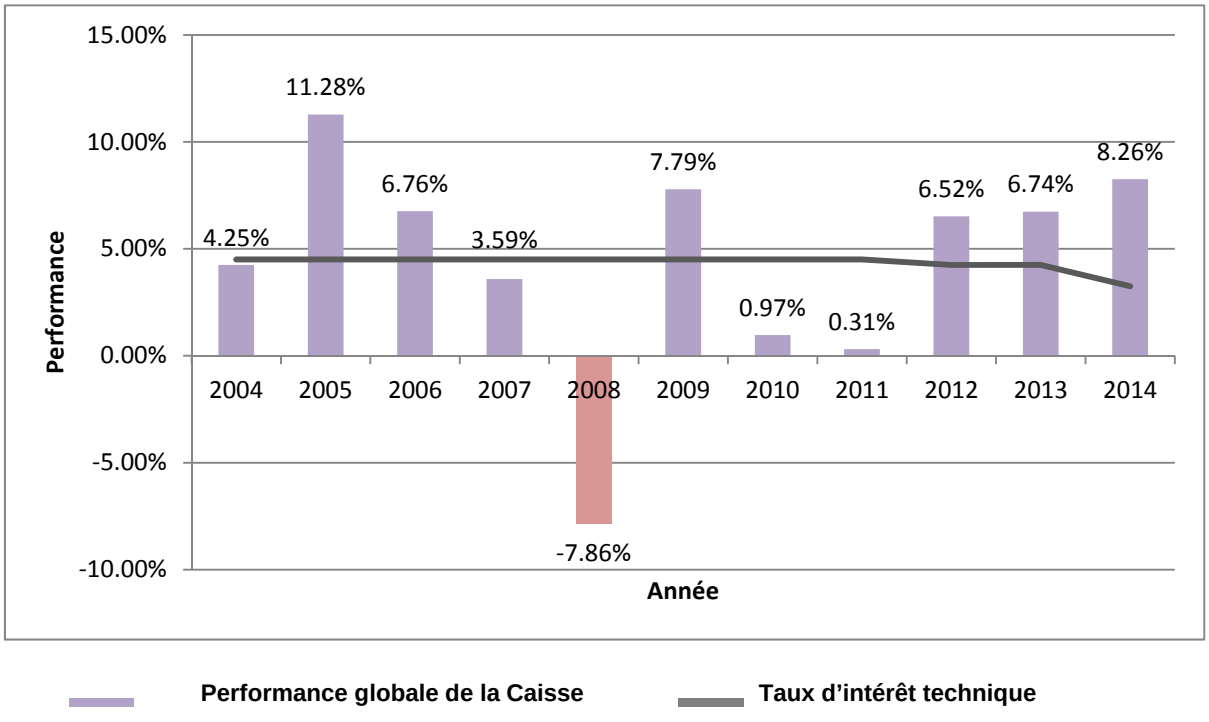
Liste des investissements collectifs non-transparents au bouclement (en milliers de CHF)				
ISIN	Emetteur	Nom titre	Quantité	Valeur du marché
Obligations suisses				
XS0806432505	RBC	Barrier Rev Conv Float	10'000	10'016
Obligations étrangères				
XS0832962327	BNP Paribas	3.12% Credit Linke Notes	1'000	1'218
Total des investissements non-transparents				**11'234**

VI.8.3. Performance des placements

Le détail de la performance nette de l'ensemble des placements de la Caisse pour l'exercice 2014 se présente comme suit:

Genre de placements	Performance	
	2014	2013
Liquidités et placements à terme (CHF + monnaies étrangères)	0.14%	- 0.47%
Prêts (y.c. prêts aux employeurs pour 2013)	1.33%	2.60%
Obligations suisses	2.47%	2.33%
Obligations étrangères	7.56%	- 4.45%
Actions suisses	12.98%	24.33%
Actions étrangères	19.03%	20.26%
Fonds de placement immobilier suisses	2.85%	0.46%
Fonds de placement immobilier étrangers		8.96%
Participations	0.61%	2.18%
Placements alternatifs	12.22%	4.66%
Total des placements financiers	**9.25%**	**7.34%**
Immeubles	5.58%	5.25%
Total des placements immobiliers	**5.58%**	**5.25%**
Total des placements	**8.26%**	**6.74%**

Evolution de la performance globale de la Caisse



Année	Performance globale de la Caisse	Taux technique
2004	4.25%	4.50%
2005	11.28%	4.50%
2006	6.76%	4.50%
2007	3.59%	4.50%
2008	-7.86%	4.50%
2009	7.79%	4.50%
2010	0.97%	4.50%
2011	0.31%	4.50%
2012	6.52%	4.25%
2013	6.74%	4.25%
2014	8.26%	3.25%
Moyenne	**4.42%**	**4.34%**

VI.9. Immeubles

VI.9.1. Généralités

Au 31 décembre 2014, la Caisse est propriétaire de 145 immeubles construits, représentant 6’741 objets, soit 2’889 appartements, 3’616 garages et places de parc et 236 locaux commerciaux.

VI.9.2. Evolution des valeurs 2014 du parc immobilier (en milliers de CHF)

Désignation	Immeubles construits	Immeubles en cours de mise en valeur	Terrains à bâtir	Immeubles en construction	Rénovations	TOTAL
Valeurs actuelles au 1.1.2014	874'035	25'315	14'849	5'150	4'229	923'578
Mouvement 2014						
• Acquisitions / constructions / rénovations	1'973		7'063	12'872	3'559	25'467
• Ventes 2014						
• Mutations de groupe	19'272	-9'630		-4'762	-4'880	0
• Adaptations aux valeurs actuelles du 31.12.2014	6'381	310				6'691
Valeurs actuelles au 31.12.2014	**901'661**	**15'995**	**21'912**	**13'260**	**2'908**	**955'736**

Le taux moyen de capitalisation des « Immeubles construits » s’élève à 6.09% au 31 décembre 2014, contre 6.18% au 31 décembre 2013.

VI.9.3. Résultats 2014 des immeubles (en milliers de CHF)

Désignation	Immeubles construits	Immeubles en cours de mise en valeur	Terrains à bâtir	Immeubles en construction	TOTAL
Adaptations des objets immobiliers aux valeurs actuelles du 31.12.2014	6'381	310			6'691
Résultats sur ventes					
Résultats d'exploitation (y. c. produits et charges communs)	44'328	416	-22	132	44'854
Résultats globaux 2014	**50'709**	**726**	**-22**	**132**	**51'545**
Performances 2014					
Immeubles construits					5.94%
Parc immobilier					5.58%
Performances 2013					
Immeubles construits					5.52%
Parc immobilier					5.25%

Les performances annuelles 2014 sont déterminées sur la base des résultats globaux du parc immobilier par rapport aux « valeurs réelles » au 1er janvier 2014.

Au résultat global de CHF 51.545 mios, il faut ajouter le résultat net des fonds de placements immobiliers qui est de CHF 2.948 mios. Le résultat net des placements immobiliers, tel que figurant dans le compte d'exploitation, est par conséquent de CHF 54.493 mios.

VI.9.4. Informations diverses

Des intérêts intercalaires sur les immeubles en construction, représentant un montant de CHF 131'916 figurent dans les rendements immobiliers du compte d'exploitation.

Les valeurs d'assurance incendie des immeubles construits s'élèvent à CHF 915'352'574.

VII. Explications relatives à d'autres postes du bilan et du compte d'exploitation

Indication sur les titres de participation (rubrique « Participations »)

Sociétés	Capital-actions	Quote-part	
		2014	2013
Régie de Fribourg SA, Fribourg	CHF 110'000	100.00%	100.00%
Capital Risque Fribourg SA, Fribourg	CHF 7'500'000	10.00%	10.00%

VIII. Demandes de l'Autorité de surveillance

La Caisse est placée depuis le 1er janvier 2012 sous l'Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations [Bernische BVG - und Stiftungsaufsicht] (ci-après BBSA).

La BBSA a pris connaissance des comptes 2012 et 2013 et n'a pas formulé de remarques significatives.

IX. Autres informations relatives à la situation financière

IX.1. Découvert / Explication des mesures prises

Le degré de couverture est défini conformément à la LPP et à ses dispositions d'application (art. 44 OPP 2). Il est calculé au 1er janvier de chaque année sur la base de la fortune au 31 décembre de l'exercice précédent.

En tant qu'institution de prévoyance d'une collectivité publique, la Caisse peut déroger au principe du bilan en caisse fermée aux conditions définies par les articles 69 alinéa 2 LPP et 45 OPP 2.

IX.2. Procédures juridiques en cours

Aucune procédure en cours.

X. Evénements postérieurs à la date du bilan

Les comptes ont été établis au 31 décembre 2014 et ne tiennent pas compte de l'abandon du taux plancher euro contre franc suisse par la BNS (15 janvier 2015). Il y a lieu de relativiser cet impact car, si cette décision a généré d'importantes moins-values de changes dans le courant du mois de janvier 2015, l'évolution des marchés a permis de récupérer ces moins-values à mi-mars déjà.

Les comptes 2014, soit le rapport de gestion, le bilan, le compte P&P et les annexes ont été examinés et approuvés par le Comité en date du 19 mars 2015.

Fribourg, le 19 mars 2015

PITTET ASSOCIÉS

Bilan technique

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2014	31.12.2013
Total de l'actif	3'612'406'290	3'292'747'092
Dettes	- 8'849'777	- 8'536'477
Compte de régularisation du passif	- 3'450'308	- 3'245'495
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)	**3'600'106'205**	**3'280'965'120**
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions	2'466'407'946	2'222'819'143
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	5'628'793	6'774'495
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime complémentaire	1'598'037	0
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime de pensions [1]	2'289'415'609	1'913'568'540
Capital de prévoyance des bénéficiaires de pensions du régime LPP [1]	10'387'226	8'726'210
Capitaux de prévoyance	**4'773'437'611**	**4'151'888'388**
Provision de longévité [2]	18'354'639	61'328'778
Provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	0	15'315'000
Provision d'adaptation des pensions	0	0
Provisions techniques	**18'354'639**	**76'643'778**
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	**4'791'792'250**	**4'228'532'166**
RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)	**154'609'206**	**316'260'494**
EXCEDENT TECHNIQUE [3]	**- 1'346'295'251**	**- 1'263'827'540**

DEGRE DE COUVERTURE [4]	**72.8 %**	**72.2 %**
DEGRE DE COUVERTURE LEGAL (Article 44 alinéa 1 OPP2) [5]	**75.1 %**	**77.6 %**

Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs	*351'660'947*	*316'260'494*

Remarques :

1) Bases techniques: VZ 2010 à 3.25 % au 31.12.2014 et VZ 2005 4.25 % au 31.12.2013
2) 0.4 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.
3) = FP - CP - RFV.
4) = FP / [CP + RFV].
5) = FP / CP.

PITTET ASSOCIÉS

Bilan technique selon le système financier statutaire [1]

Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg

en CHF

	31.12.2014	31.12.2013
Total de l'actif	3'612'406'290	3'292'747'092
Dettes	- 8'849'777	- 8'536'477
Compte de régularisation du passif	- 3'450'308	- 3'245'495
FORTUNE NETTE DE PREVOYANCE (FP)	**3'600'106'205**	**3'280'965'120**
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime de pensions	1'770'880'905	1'555'973'400
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime LPP	5'628'793	6'774'495
Capital de prévoyance des assurés actifs du régime complémentaire	1'598'037	0
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime de pensions [2]	1'643'800'407	1'339'497'978
Capital de prévoyance des bénéficiaires pensions du régime LPP [2]	10'387'226	8'726'210
Capitaux de prévoyance [3]	**3'432'295'368**	**2'910'972'083**
Provision de longévité [4]	13'201'630	43'012'043
Provision pour revalorisation de la somme des salaires assurés	0	10'720'500
Provision d'adaptation des pensions	0	0
Provisions techniques	**13'201'630**	**53'732'543**
CAPITAUX DE PREVOYANCE ET PROVISIONS TECHNIQUES (CP)	**3'445'496'999**	**2'964'704'626**
RESERVE DE FLUCTUATION DE VALEURS (RFV)	**154'609'206**	**316'260'494**
EXCEDENT TECHNIQUE [5]	**0**	**0**

DEGRE D'EQUILIBRE [6]	**100.0 %**	**100.0 %**
DEGRE D'EQUILIBRE (sans RFV) [7]	**104.5 %**	**110.7 %**

Objectif de la Réserve de fluctuation de valeurs	*351'660'947*	*316'260'494*

Remarques :

1) Le système financier statutaire applicable dès le bouclement 2014 est le régime de capitalisaiton partielle compte tenu du plan de financement proposé pour le régime de pensions et à la capitalisation pour le régime LPP. Au 31 décembre 2014, le plan de financement prévoit une couverture de 71.8 % des engagements du régime de pensions.

2) Bases techniques: VZ 2010 à 3.25 % au 31.12.2014 et VZ 2005 4.25 % au 31.12.2013

3) Selon le système financier appliqué.

4) 0.4 % des capitaux de prévoyance des bénéficiaires de rentes/pensions (sans les rentes d'enfants) par année.

5) = FP - CP - RFV.

6) = FP / [CP + RFV].

7) = FP / CP.

Multifiduciaire
Entreprendre, réussir

Multifiduciaire Fribourg SA
www.multifiduciaire-fribourg.ch

Fribourg
Rue Faucigny 5 | Case postale 240 | CH-1705 Fribourg
Tél. 026 425 53 33 | Fax 026 425 53 39

Bulle
Rue de l'Europe 12 | CH-1630 Bulle
Tél. 026 913 01 60 | Fax 026 913 01 69

RAPPORT DE L'ORGANE DE REVISION DE LA CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL DE L'ETAT DE FRIBOURG

Au Comité,

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat de Fribourg, comprenant le bilan, le compte d'exploitation et l'annexe pour l'exercice 2014 arrêté au 31 décembre 2014.

Responsabilité du Comité

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales, à l'acte de fondation et aux règlements, incombe au Comité. Cette responsabilité comprend l'organisation, la mise en place et le maintien d'un contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Comité est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'expert en matière de prévoyance professionnelle

Le Comité désigne pour la vérification, en plus de l'organe de révision, un expert en matière de prévoyance professionnelle. Ce dernier examine périodiquement si la Caisse de prévoyance offre la garantie qu'elle peut remplir ses engagements et si les dispositions réglementaires de nature actuarielle et relatives aux prestations et au financement sont conformes aux dispositions légales. Les provisions nécessaires à la couverture des risques actuariels se calculent sur la base du rapport actuel de l'expert en matière de prévoyance professionnelle au sens de l'art. 52e al. 1 LPP en relation avec l'art. 48 OPP 2.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément aux prescriptions légales et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit de façon à obtenir raisonnablement l'assurance que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

40 ANS

Membre de la Chambre fiduciaire | Expert réviseur agréé ASR

Un audit inclut la mise en œuvre de contrôles en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées et du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels de l'exercice arrêté au 31 décembre 2014 sont conformes aux dispositions légales, à l'acte de fondation et aux règlements.

Rapport sur d'autres dispositions légales et réglementaires

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément (art. 52b LPP) et d'indépendance (art. 34 OPP 2) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Nous avons également procédé aux vérifications prescrites aux art. 52c al. 1 LPP et 35 OPP 2. Le Comité répond de l'exécution de ses tâches légales et de la mise en œuvre des dispositions légales et réglementaires en matière d'organisation, de gestion et de placements.

Nous avons vérifié :

- si l'organisation et la gestion étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires et s'il existait un contrôle interne adapté à la taille et à la complexité de l'institution;
- si les placements étaient conformes aux dispositions légales et réglementaires;
- si les comptes de vieillesse étaient conformes aux dispositions légales;
- si les mesures destinées à garantir la loyauté dans l'administration de la fortune avaient été prises et si le respect du devoir de loyauté ainsi que la déclaration des liens d'intérêts étaient suffisamment contrôlés par l'organe suprême;

- si les indications et informations exigées par la loi avaient été communiquées à l'autorité de surveillance;
- si les opérations passées avec des personnes proches qui nous ont été annoncées garantissaient les intérêts de l'institution de prévoyance.

Nous attestons que les dispositions légales et réglementaires applicables en l'espèce ont été respectées.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels présentant un total du bilan de CHF 3'612'406'290 ainsi qu'un excédent de charges de CHF 82'467'711.

Multifiduciaire Fribourg SA

Alain GAUDIN
Expert-réviseur agréé

Roland PITTET
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

Fribourg, le 19 mars 2015

Annexe : Comptes annuels comprenant le bilan, le compte d'exploitation et l'annexe

Freiburg, 19. März 2015

Verwaltungsbericht 2014

Die Aufgabe der Pensionskasse des Staatspersonals Freiburg (im Folgenden: die Kasse) besteht darin, im Rahmen der beruflichen Vorsorge Leistungen im Alter, bei Invalidität und im Todesfall zu versichern. Zu diesem Zweck ist sie mit dem Gesetz über die Pensionskasse des Staatspersonals (im Folgenden: PKG), welches 2012 in Kraft getreten ist, ausgestattet worden. Im November 2014 hat der Grosse Rat eine wesentliche Änderung im PKG vollzogen. Wir kommen darauf im Punkt "Projekt langfristige Finanzierung der Kasse" weiter unten zurück.

Vorstandsmitglieder und Personen, die für die Kasse arbeiten
Der Vorstand ist das Führungsorgan der Kasse. Er beaufsichtigt und kontrolliert die Verwaltung und vertritt die Kasse nach aussen. Er ist paritätisch aus Vertretern der Versicherten und Arbeitgeber zusammengesetzt. Im Jahr 2014 hatte der Vorstand Gelegenheit zwei neue Mitglieder begrüssen zu dürfen: Herr Daniel Berset als Ersatz für Herrn Basile Cardinaux, der am 31. Dezember 2013 sein Amt niedergelegt hat und Anfang Oktober 2014 Frau Klara Topinkova, die Herrn Laurent Yerly, welcher zum Staatsschatzverwalter ernannt wurde, ersetzt.

Im Rahmen ihres Auftrags arbeitet die Kasse mit einem Vertrauensarzt zusammen. Seine Aufgabe besteht darin, den Gesundheitszustand der versicherten Person und deren Fähigkeit, die vorgesehene Arbeitstätigkeit ausüben zu können zu bewerten. Während vielen Jahren konnte die Kasse auf die hervorragenden Dienste von Dr. Demierre, ehemals Kantonsarzt, zählen. Seit seiner Pensionierung als Kantonsarzt im Dezember 2005 hat Dr. Demierre der Kasse noch bis Ende 2014 seine Dienste zur Verfügung gestellt. Seit Januar 2015 arbeitet die Kasse mit Dr. Daniela Wankmiller Simon, Fachärztin FMH für Allgemeinmedizin, zusammen.

Vermögensanlagen
Um die Sicherheit, Rentabilität, die entsprechende Aufteilung der Risiken und eine ausreichende Liquidität zu gewährleisten, wird das Vermögen der Kasse in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des BVG und des BVV2 angelegt. Das Jahr 2014 kann wie folgt zusammengefasst werden:

> Wertschriftenanlagen
  Die Investitionen im Laufe des Jahres haben das Vermögen der Kasse deutlich verbessert. Das Jahr 2014 war, wie 2013, ein hervorragendes Jahr für Aktienanlagen und die Kasse nutzte den Aufwärtstrend in dieser Anlageklasse. Doch mit der Senkung des technischen Zinssatzes von 4,25% auf 3,25% und den damit zusammenhängenden Änderungen der versicherungstechnischen Grundlagen ist die Anlageperformance von diesen beiden Änderungen absorbiert worden. Wie im Jahr 2013 wurden intern weiterhin verschiedene Werkzeuge entwickelt und die fortlaufenden Analysen haben es der Kasse ermöglicht, noch mehr Know-how auf diesem Gebiet zu erwerben.

> Immobilien
Im vergangenen Frühjahr hat in Düdingen (Quartier Chännelmatte) die zweite Etappe für den Bau von drei Liegenschaften begonnen.
Im Quartier Pra in La Tour-de-Trême hat die Kasse als Fortsetzung von dem, was in den Jahren 2011-2012 erstellt wurde, Arbeiten für den Bau von zwei Liegenschaften aufgenommen. Sie hat auch ihre Position durch den Erwerb von mehreren Grundstücken im gleichen Quartier gefestigt.
In Estavayer-le-Lac hat die Kasse an drei Gebäuden auf dem Gelände "La Ferme" weitergebaut und damit ein Projekt bestehend aus insgesamt acht Liegenschaften abgeschlossen.
In Marly verfügt die Kasse jetzt über ein Baurecht, das sie von der Gemeinde für ein Grundstück erhalten hat, auf dem ein Gebäude für Senioren gebaut werden soll.
In Bezug auf das Projekt Châtel-Saint-Denis läuft alles trotz der Verzögerung aufgrund einer Volksabstimmung, die von den Einwohnern initiiert wurde und die Finanzierung der Infrastruktur, welche die Gemeinde hätte übernehmen sollen, betraf, in geregelten Bahnen.

Projekt langfristige Finanzierung der Pensionskasse des Staatspersonals Freiburg
Das Bundesgesetz vom 10. Dezember 2010 zu den Änderungen im BVG verpflichtet die öffentlichrechtlichen Kassen, welche nach dem System der Teilkapitalisierung funktionieren, einen Mindestdeckungsgrad von 80% im Jahr 2052 zu erzielen. Die Kasse hat daher im Jahr 2011 damit begonnen, verschiedene versicherungstechnische Analysen durchzuführen um einen Finanzierungsplan zu entwickeln. Parallel zu diesen Bundesvorschriften, hat die Kammer der Pensionskassenexperten im Jahr 2012 eine technische Richtlinie erlassen, die zu einer signifikanten Abnahme des technischen Zinssatzes und daraus folgend zu einer gewichtigen Abnahme des Deckungsgrades geführt hat. Im Anschluss an die verschiedenen Aktivitäten hat der Vorstand der Kasse den technischen Zinssatz im Dezember 2013 genehmigt und konnte im Anschluss daran ein Projekt für die langfristige Finanzierung der Kasse entwickeln, das im Mai 2014 dem Staatsrat und den im Pensionsplan versicherten Person vorgelegt wurde.

> Die Vernehmlassung bei den aktiven Versicherten im Pensionsplan fand während drei Monaten statt. Es wurden insgesamt 2'976 Stellungnahmen der aktiven Versicherten der Kasse registriert ; das sind rund 17% der befragten Personen. Ein Erfolg für eine interne Vernehmlassung bei den Ämtern des Staates, der den Willen und die Weitsicht der Versicherten unterstreicht, ihre Vorsorge noch besser zu finanzieren ohne eine Senkung ihrer Leistungen einräumen zu müssen, damit die neuen Bundesvorschriften erfüllt werden können.
Gestärkt durch diese Haltung hat der Vorstand der Kasse dem Staatsrat verschiedene Massnahmen unterbreitet, welche letzterer dem Grossen Rat im September 2014 vorgeschlagen hat.

> Der Grosse Rat hat in seiner Session vom 22. November 2014 dem Vorschlag zur Gesetzesänderung zugestimmt. Die Versicherten der Kasse haben daher in den kommenden Jahren mit folgenden Änderungen zu rechnen :
  > Der Arbeitgeberaufwand in Höhe von 50% der erforderlichen Gesamtfinanzierung entspricht einem Prämienanstieg von etwa 2,24% um spätestens im Jahr 2017, jedoch nicht vor Beendigung der Struktur- und Sparmassnahmen den Wert von 15,24% zu erreichen ;
  > Der Aufwand der aktiven Versicherten in Höhe von 25% der Gesamtfinanzierung wird durch eine Erhöhung der Beiträge auf 10,66% abgedeckt und erfolgt spätestens im Jahr 2017, aber nicht vor Beendigung der temporären Struktur- und Sparmassnahmen ;

- Der Aufwand der Rentenberechtigten beträgt 25% der erforderlichen Gesamtfinanzierung und entspricht einer Begrenzung der jährlichen Indexierung der Renten auf 0,54%.

- Auswirkungen der Anpassung des technischen Zinssatzes und der versicherungstechnischen Grundlagen
  Die Auswirkungen finden sich auf verschiedenen Ebenen der Kasse wieder. Zunächst wurden die technischen Faktoren des Pensionsplans auf den neusten Stand gebracht. Somit bewirkt der Eingang einer Freizügigkeitsleistung oder eines Einkaufs einen geringeren Anstieg der Leistungen als in der Vergangenheit. Die Prämien für die Risikozusatzversicherung nach einem Vorbezug im Rahmen der Wohneigentumsförderung sind stark zurückgegangen. Im Vergleich zwischen den alten und den neuen versicherungstechnischen Grundlagen ist die Invaliditätswahrscheinlichkeit deutlich zurückgegangen, was zu niedrigeren Risikodeckungsbeiträgen geführt hat.

  Der Vorstand der Kasse hat darüber hinaus beschlossen die Summe der versicherten Löhne der aktiven Versicherten im Pensionsplan nicht zu senken und die neuen versicherungstechnischen Faktoren anzuwenden. Die Versicherten sind somit nicht mit einer Senkung der Leistungen bestraft worden. Die Kasse hat dafür Kosten in der Grössenordnung von CHF 136 Mio. übernommen (siehe Anhang Ziff. V.4.).

Sonstige reglementarische Änderungen, die im Jahr 2014 oder am 1. Januar 2015 in Kraft getreten sind

Unabhängig vom Projekt der langfristigen Finanzierung der Kasse haben der Vorstand und die Verwaltung der Kasse an mehreren neuen Regelungen gearbeitet:

- Reglement über den Zusatzplan für die Kader des Staatspersonals, die bei der Pensionskasse des Staatspersonals versichert sind (im Folgenden: RKZP)
  Das RKZP ist im Juli 2014 in Kraft getreten. Der Kaderplan für Personen, die im Pensionsplan versichert sind und deren massgebender AHV-Lohn den versicherbaren AHV-Lohn im Pensionsplan übersteigt soll ermöglichen, einen Teil des Einkommens, das in der Vergangenheit für einen kleinen Teil der Versicherten nicht gedeckt war, zu versichern. Nähere Erläuterungen sind in den Anhängen des Verwaltungsberichts (siehe Anhang III. Ziff. 1) zu finden.

- Reglement über die Anlagen der Pensionskasse des Staatspersonals
  Der Vorstand der Kasse hat in den letzten Jahren die Berichterstattung über die Anlagetätigkeit verfeinert. Seit der Finanzkrise von 2008 hat sich das Risikomanagement etwas geändert und neue Finanzinstrumente sind entstanden. Themen wie Ethik und soziale Verantwortung von Pensionskassen haben in den letzten Jahren an Bedeutung dazugewonnen, wie die eidgenössische Abstimmung « gegen die Abzockerei » belegt.
  Um auf die Herausforderungen seiner Zeit zu antworten, hat der Vorstand das ganze Jahr über daran gearbeitet, seine Anlagevorschriften auf den neuesten Stand zu bringen. Die neuen Anlagevorschriften der Pensionskasse des Staatspersonals sind so am 1. Januar 2015 in Kraft getreten. Zu diesem Reglement hinzu wurden die Anlagerichtlinien und eine Richtlinie über die Bewertung und die Grundsätze zur Bilanzierung von Vermögenswerten (Rechnungslegungsrichtlinien) erarbeitet; beide sind Anfang 2015 ebenfalls in Kraft getreten.

> Richtlinien zur Ausübung der Stimmrechte
Im März 2013 hat das Schweizer Volk der eidgenössischen Volksinitiative « gegen die Abzockerei », der sog. « Minder-Initiative » zugestimmt. Die Initiative verfolgte unter anderem auch das Ziel, die Vorsorgeeinrichtungen zu zwingen, Ihre Verantwortung als Aktionäre auszuüben, indem sie sie verpflichtete in kotierten Schweizer Unternehmen, in denen sie Aktien direkt halten, abzustimmen. Der Bundesrat hat deshalb im November 2013 die Verordnung gegen übermässige Vergütungen bei börsenkotierten Aktiengesellschaften (VegüV) erlassen zur Umsetzung der Abstimmungsergebnisse. Daher mussten die Pensionskassen bis am 1. Januar 2015 reglementarische Vorschriften für ihre neuen Verantwortlichkeiten geschaffen haben. Der Vorstand der Kasse hat Ende 2014 eine Richtlinie zur Ausübung der Stimmrechte genehmigt, die er Anfang 2015 in enger Zusammenarbeit mit Ethos in die Praxis umgesetzt hat. Zu diesem Zweck wurde eine Abstimmungskommission beauftragt die Analysen vorzunehmen und die Stimmrechte der Kasse in den Hauptversammlungen auszuüben.

Umwelt-, Sozial- und Governance-Analysen
Die Kasse hat Ethos Services SA beauftragt, eine Analyse aus ökologischer [E], sozialer [S] und governance [G] Sicht von Unternehmen und Wertschriftenemittenten vorzunehmen. Nach Ethos « ermöglicht diese Analyse erstens und insbesondere die Bandbreite des finanziellen Risikos oder Rufes, die durch eine traditionelle Finanzanalyse weitgehend unterschätzt wird zu gewichten und zweitens den nicht-finanziellen oder gesellschaftlichen Nutzen im Portfolioaufbau zu maximieren. » Die Schlussfolgerungen und Empfehlungen dieser Analyse lauten wie folgt :

> Analyse der Tragweite im Hinblick auf die Risiko-Rendite von direkt gehaltenen Wertpapieren, die gemäss Ethos ausgeschlossen sind und nur 1,3% unseres Portfolios ausmachen ;
> In einer zweiten Phase, eine detailliertere Analyse der Aktien- und Obligationenfonds, deren nachhaltiger Gewinn am niedrigsten ist. In diesen Fällen umfassen die nach Ethos auszuschliessenden Vermögen rund 1,3% unseres Portfolios ;
> Eine Überlegung zur Integration von normativen und sektoralen Ausschlusskriterien bei der Zuteilung von Direktmandaten oder bei der Fondsauswahl sollte gemacht werden ;
> Die Einbeziehung von Fonds in die Indexverwaltung, die ESG-Kriterien anwenden.

Zum Schluss hält Ethos fest, dass die PKSPF in Sachen ESG-Analyse insgesamt gut aufgestellt ist. Angesichts der obigen Feststellungen sind potentielle Verbesserungen jedoch immer noch möglich.

Verwaltungskosten pro Dossier
Die Verwaltungskosten belaufen sich über alle Versicherungsnehmer gesehen auf etwa einhundert Franken (CHF 101,30 um genau zu sein). Diese Kosten enthalten sowohl jene für den Pensionskassenexperten als auch jene der verschiedenen Akteure auf Ebene BVG, einschliesslich der Gehälter der Verwaltung, der Vergütungen des Vorstandes, der Revisionsstelle, der Aufsichtsbehörde (BBSA) und der Oberaufsichtskommission (OAK).

Künftige Herausforderungen
Das Jahr 2015 wird in erster Linie der Umsetzung der neuen Regelungen und der Fortsetzung der internen Entwicklung gewidmet sein um die bestmögliche Überwachung der Finanzlage der Kasse zu erreichen.

Die Änderungen der oben genannten versicherungstechnischen Grundlagen, einschliesslich der Senkung des technischen Zinssatzes von 4,5% auf 3,25% in drei Jahren, haben erhebliche

finanzielle Auswirkungen und es ist daher notwendig, eine weitere Analyse des Asset-Liability-Managements (ALM) durchzuführen.

Die Jahresrechnung 2014, d.h. der Geschäftsbericht, die Bilanz, die Betriebsrechnung und die Anhänge wurden vom Vorstand geprüft und am 19. März 2015 genehmigt.

G. Godel	C. Schafer
Präsident	Verwalter

JAHRESRECHNUNGEN 2014 UND 2013

BILANZ

AKTIVEN	31.12.2014 CHF	31.12.2013 CHF
Vermögensanlagen	**3'608'828'893**	**3'286'482'771**
Flüssige Mittel und Geldmarktanlagen	**810'650'005**	**901'645'801**
Betriebskonten	65'184'900	42'321'432
Anlagekonten	82'215'105	435'155'979
Terminanlagen	402'250'000	152'750'000
Darlehen	261'000'000	261'000'000
Treuhanddepots	0	10'384'427
Terminwechseloperationen	0	33'963
Forderungen	**10'401'949**	**7'192'772**
Verrechnungs- und Quellensteuer	5'029'612	3'894'360
Arbeitgeberbeiträge	4'390'971	1'904'966
Arbeitnehmerbeiträge	872'652	937'640
Diverse Forderungen	108'714	455'806
Wertschriften	**1'639'625'343**	**1'357'094'964**
Obligationsanlagen	**447'448'690**	**322'199'095**
Obligationen Schweiz	49'471'178	41'793'532
Obligationen Ausland	397'977'512	280'405'563
Aktien und Beteiligungen	**1'192'176'653**	**1'034'895'869**
Aktien Schweiz	576'710'778	513'795'177
Aktien Ausland	613'709'552	519'322'225
Beteiligungen	1'756'323	1'778'467
Immobilien	**1'074'794'145**	**994'528'509**
Liegenschaften	**1'074'725'097**	**994'370'830**
Gebaute Liegenschaften	901'662'609	874'035'653
Zu vermietende Liegenschaften	15'994'544	25'314'805
Bauland	21'911'724	14'848'330
Im Bau befindliche Liegenschaften	13'259'544	5'149'968
Renovationen	2'907'491	4'229'148
Immobilienanlagefonds Schweiz	118'989'185	70'792'926
Transitorische auf Liegenschaften	**69'048**	**157'679**
Alternative Anlagen	**73'357'451**	**26'020'725**
Aktive Rechnungsabgrenzungen	**3'577'397**	**6'264'321**
Aufgelaufene Zinsen	3'577'397	6'120'660
Abgrenzung Ertragsposten	0	143'661
TOTAL DER AKTIVEN	**3'612'406'290**	**3'292'747'092**

JAHRESRECHNUNGEN 2014 UND 2013

BILANZ

PASSIVEN	31.12.2014 CHF	31.12.2013 CHF
Verbindlichkeiten	**8'849'777**	**8'536'477**
Freizügigkeitsleistungen und Renten	**4'763'378**	**4'871'443**
Andere Verbindlichkeiten	**4'086'399**	**3'665'034**
Gläubiger	828'133	572'770
Kontokorrente	2'523'145	2'182'112
Sicherheitsfonds	735'121	910'152
Passive Rechnungsabgrenzungen (transitorische Passiven)	**3'450'308**	**3'245'495**
Transitorische Passiven	46'493	44'274
Transitorische Passiven auf Wertschriften	162'851	153'593
Transitorische Passiven auf Liegenschaften	3'240'964	3'047'628
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen	**4'791'792'250**	**4'228'532'166**
Vorsorgekapital aktive Versicherte	**2'473'634'776**	**2'229'593'638**
Freizügigkeitsleistungen der aktiven Versicherten	2'466'407'946	2'222'819'143
Altersguthaben der aktiven Versicherten des BVG-Plans	5'628'793	6'774'495
Kapitalien der aktiven Versicherten des Kader-Zusatzplans	1'598'037	0
Vorsorgekapital Pensionsberechtigte	**2'299'802'835**	**1'922'294'750**
Deckungskapital der laufenden Pensionen	2'289'415'609	1'913'568'540
Deckungskapital der laufenden Renten des BVG-Plans	10'387'226	8'726'210
Technische Rückstellungen	**18'354'639**	**76'643'778**
Rückstellung für höhere Lebenserwartung	18'354'639	61'328'778
Rückstellung für Aufwertung der Summe der versicherten Löhne	0	15'315'000
Anteilsverteilung (28.2% des Pensionsplans / ehem. 30%)	**-1'346'295'251**	**-1'263'827'540**
Wertschwankungsreserve	**154'609'206**	**316'260'494**
Wertschwankungsreserve	154'609'206	316'260'494
Freies Vermögen (+) / Unterdeckung (-)	**0**	**0**
Technischer Fehlbetrag: Stand zu Beginn der Periode	-1'263'827'540	-1'204'100'675
Erhöhung finanziert aus Anteilsverteilung	1'346'295'251	1'263'827'540
Aufwandüberschuss	-82'467'711	-59'726'865
TOTAL DER PASSIVEN	**3'612'406'290**	**3'292'747'092**

BETRIEBSRECHNUNG

	2014 CHF	2013 CHF
Ordentliche Beiträge und Einlagen	**249'366'042**	**237'159'683**
Beiträge Arbeitnehmer	99'191'208	93'683'978
Beiträge Arbeitgeber	135'567'428	129'841'928
Zusatzbeiträge Arbeitnehmer	492'055	492'000
Einkäufe	14'115'351	13'141'777
Eintrittsleistungen	**51'438'004**	**55'708'403**
Freizügigkeitsleistungen	49'691'210	54'014'088
Rückzahlungen von WEF-Vorbezügen	1'746'794	1'694'315
Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen	***300'804'046***	***292'868'086***
Reglementarische Leistungen	**-173'386'078**	**-162'792'320**
Altersrenten	-136'977'254	-128'939'729
Hinterlassenenrenten	-18'163'147	-18'001'545
Invalidenrenten	-7'652'939	-8'266'413
Kapitalleistungen bei Pensionierung	-10'123'687	-6'182'234
Kapitalleistungen bei Tod und Invalidität	-469'051	-1'402'399
Austrittsleistungen	**-68'325'180**	**-68'636'684**
Freizügigkeitsleistungen bei Austritt	-58'665'434	-58'484'683
Vorbezüge WEF/Scheidung	-9'659'746	-10'152'001
Abfluss für Leistungen und Vorbezüge	***-241'711'258***	***-231'429'004***
Auflösung/Bildung Vorsorgekapitalien, technische Rückstellungen	**-563'260'084**	**-199'462'796**
Bildung Vorsorgekapitalien aktive Versicherte	-228'726'138	-91'709'768
Bildung Vorsorgekapitalien Rentenberechtigte	-377'508'085	-82'465'897
Bildung von Rückstellungen für Aufwertung der Summe der vers. Löhne	0	-15'315'000
Bildung von Rückstellungen für höhere Lebenserwartung	42'974'139	-9'972'131
Versicherungsaufwand	**-735'121**	**-910'152**
Beiträge an Sicherheitsfonds	-735'121	-910'152
Netto-Ergebnis aus dem Versicherungsteil	***-504'902'417***	***-138'933'866***
Netto-Ergebnis aus Vermögensanlagen	**262'915'491**	**198'581'903**
Netto-Ergebnis der flüssigen Mittel	4'178'377	2'128'756
Netto-Ergebnis der Obligationen	26'538'649	-11'008'315
Netto-Ergebnis der Aktien und Beteiligungen	173'996'329	157'939'110
Netto-Ergebnis der alternativen Anlagen	8'879'139	1'952'211
Netto-Ergebnis der Immobilienanlagen	54'493'281	46'189'411
Zinsen auf Darlehen an Arbeitgeber	0	7'000'000
Verwaltungsaufwand der Vermögensanlagen	-5'170'284	-5'619'270
Sonstiger Ertrag	**281'754**	**278'551**
Ertrag aus erbrachten Dienstleistungen	96'013	112'897
Übrige Erträge	185'741	165'654
Sonstiger Aufwand	**-22'362**	**-168'234**
Verwaltungsaufwand	**-2'391'465**	**-2'356'432**
Allgemeine Verwaltung	-2'270'038	-2'150'757
Revisionsstelle und Pensionskassenexperte	-104'292	-168'912
Aufsichtsbehörden	-17'135	-36'763
Aufwand-/Ertragsüberschuss vor Auflösung/Bildung der Wertschwankungsreserve	-244'118'999	57'401'922
+/- Auflösung/Bildung der Wertschwankungsreserve	161'651'288	-117'128'787
Aufwandüberschuss	***-82'467'711***	***-59'726'865***

ZUSAMMENFASSUNG DER BETRIEBSRECHNUNGEN 2014 UND 2013

RUBRIKEN	TOTAL		PENSIONS-VORSORGE		BVG-VORSORGE		KADER-ZUSATZ	
	2014 CHF	2013 CHF	2014 CHF	2013 CHF	2014 CHF	2013 CHF	2014 CHF	2013 CHF
Zufluss aus Beiträgen und Eintrittsleistungen	**300'804'047**	**292'868'086**	**293'334'081**	**285'954'616**	**5'661'162**	**6'913'470**	**1'808'804**	
Abfluss für Leistungen und Vorbezüge	**-241'711'259**	**-231'429'004**	**-235'381'582**	**-224'588'269**	**-6'329'677**	**-6'840'735**	**0**	
Auflösung/Bildung von Vorsorgekapitalien	**-563'260'084**	**-199'462'796**	**-561'338'167**	**-199'089'552**	**-323'880**	**-373'244**	**-1'598'037**	
Beiträge an Sicherheitsfonds	**-735'121**	**-910'152**	**-723'225**	**-895'446**	**-11'896**	**-14'706**	**0**	
Netto-Ergebnis Versicherungsteil	**-504'902'417**	**-138'933'866**	**-504'108'893**	**-138'618'651**	**-1'004'291**	**-315'215**	**210'767**	
Netto-Ergebnis aus Vermögensanlagen	**262'915'491**	**198'581'903**						
Sonstiger Ertrag	**281'754**	**278'551**						
Sonstiger Aufwand	**-22'362**	**-168'234**						
Verwaltungsaufwand	**-2'391'465**	**-2'356'432**						
Auflösung/Bildung der Wertschwankungsreserve	**161'651'288**	**-117'128'787**						
Aufwand-/Ertragsüberschuss	**-82'467'711**	**-59'726'865**	**-504'108'893**	**-138'618'651**	**-1'004'291**	**-315'215**	**210'767**	**0**

3. ANHANG ZUR JAHRESRECHNUNG

I. Grundlagen und Organisation

I.1. Rechtsform und Zweck

Die Pensionskasse des Staatspersonals (nachfolgend: die Kasse) ist eine öffentlichrechtliche Vorsorgeeinrichtung mit eigener Rechtspersönlichkeit. Ihr Sitz ist in Freiburg.

Der Zweck der Kasse besteht darin, Leistungen im Rahmen der beruflichen Vorsorge bei Pensionierung, Invalidität und Tod zu gewährleisten.

I.2. BVG-Registrierung und Sicherheitsfonds BVG

Die Kasse ist bei der zuständigen Aufsichtsbehörde im Register für die berufliche Vorsorge eingetragen. Seit 2012 sind alle Vorsorgeeinrichtungen mit Sitz im Kanton Freiburg der Aufsicht der Bernischen BVG- und Stiftungsaufsicht (BBSA) unterstellt.

Zudem ist sie dem Sicherheitsfonds BVG angeschlossen und bezahlt diesem Beiträge.

I.3. Rechtliche Grundlagen und Reglemente

Die Tätigkeit der Kasse wird wie folgt geregelt:

a. Gesetzliche Bestimmungen

- Gesetz vom 12. Mai 2011 über die Pensionskasse des Staatspersonals (PKG)
- Reglement vom 22. September 2011 über den Pensionsplan der Pensionskasse des Staatspersonals (RPP)
- Reglement vom 22. September 2011 über den BVG-Plan der Pensionskasse des Staatspersonals (RBVGP)
- Reglement vom 22. September 2011 über die Wohneigentumsförderung mit Mitteln der beruflichen Vorsorge für die Versicherten der Pensionskasse des Staatspersonals (RWEF)
- Reglement vom 13. Februar 2014 über den Zusatzplan für die Kader des Staatspersonals, die bei der Pensionskasse des Staatspersonals versichert sind (RKZP)

b. interne Reglementierung	Version vom :
> Reglement über die Zeichnungsberechtigung und die Kompetenzen	1. Mai 2005
> Reglement über die technischen Rückstellungen	1. September 2006
> Reglement über den Anschluss von auswärtigen Institutionen an die Pensionskasse des Staatspersonals	22.September 2011
> Organisationsreglement	29. Oktober 2012
> Anlagereglement	18. Dezember 2014
> Anlagerichtlinien	18. Dezember 2014
> Richtlinien zur Ausübung der Stimmrechte	18. Dezember 2014
> Richtlinien zur Bewertung und zu den Grundsätzen der Bilanzierung von Vermögenswerten (Rechnungslegungsrichtlinien)	18. Dezember 2014

Die Kasse ist Mitglied des Schweizerischen Pensionskassenverbandes (ASIP), welcher im Jahre 2008 eine Charta sowie Fachrichtlinien bezüglich Loyalität und Integrität in der Verwaltung von Vorsorgeeinrichtungen erlassen hat. Die Charta ist ein für alle ASIP-Mitglieder verbindlicher Verhaltenskodex und vervollständigt die anwendbaren Gesetzesbestimmungen des BVG in diesem Bereich (Art. 48f und folgende; BVV2).

I.4. Paritätisches Führungsorgan / Zeichnungsberechtigung

I.4.1. Paritätisches Führungsorgan / Vorsitz / Verwaltung

Der Vorstand der Kasse besteht aus zwölf Mitgliedern, wovon sechs den Staat als Arbeitgeber und sechs die Arbeitnehmer vertreten. Ein Rentnervertreter, gewählt von den Personen, die Anrecht auf eine Alterspension der Kasse haben, nimmt an Ausschusssitzungen mit beratender Stimme teil.

Am 31. Dezember 2014 setzte sich der Vorstand wie folgt zusammen:

Vertreter des Staates	Arbeitnehmervertreter
GODEL Georges, Präsident	MUTRUX Gérald, Vizepräsident
AUBRY Laurent	DELLEY Stéphane
BROILLET Philippe	FRAGNIERE Bernard
BERSET Daniel	MINDEL Claude
HAYOZ Markus	SAVOY Jean-Daniel
MORARD Martine	TOPINKOVA Klara

Vertreter der Rentnervereinigung AREF (mit beratender Stimme)
HEIMO Robert

Die Mitglieder des Vorstandes bilden zusammen drei verschiedene Ausschüsse, deren Zusammensetzung am 31. Dezember 2014 die folgende war:

Verwaltungskommission	Immobilienkommission	Anlagekommission
FRAGNIERE Bernard	SAVOY Jean-Daniel	BROILLET Philippe
MINDEL Claude	AUBRY Laurent	MUTRUX Gérald
MORARD Martine	DELLEY Stéphane	TOPINKOVA Klara
BERSET Daniel	HEIMO Robert	HAYOZ Markus

Die Kasse wird unter der Leitung von Herrn Claude Schafer, Verwalter geführt.

I.4.2. Zeichnungsberechtigung und Kompetenzen

Die Zeichnungsberechtigungen und die Kompetenzen stützen sich auf ein Reglement vom 1. Mai 2005. Die Vertretung der Kasse gegenüber Dritten erfolgt durch die Vorstandsmitglieder oder die zuständigen Sachbearbeiter jeweils mit Kollektivunterschrift zu zweien.

I.5. Experte, Revisionsstelle, Aufsichtsbehörde

I.5.1. Experte der beruflichen Vorsorge (Pensionskassenexperte) :

Pittet Associés S.A. in Genf

I.5.2. Revisionsstelle

Multifiduciaire Fribourg S.A. in Freiburg

I.5.3. Aufsichtsbehörde

Bernische BVG- und Stiftungsaufsicht (BBSA) in Bern

I.6. Angeschlossene Arbeitgeber

Die Anzahl der am 31. Dezember 2014 bei der Pensionskasse angeschlossenen Arbeitgeber beträgt 62 und ist somit mit dem Vorjahr identisch.

II. Aktive Mitglieder und Rentenberechtigte – Demographisches Verhältnis

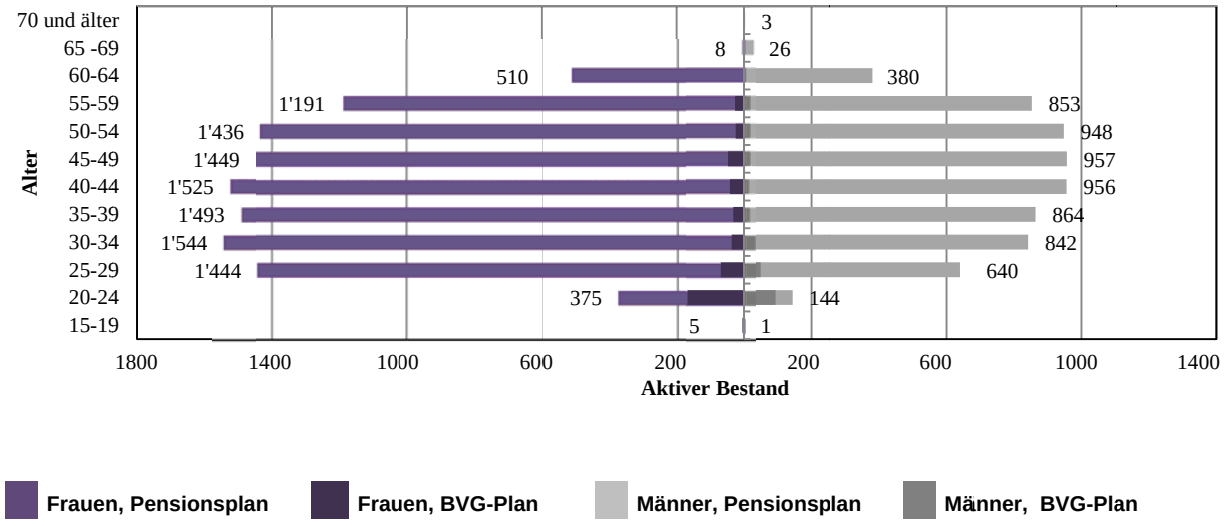
II.1. Aktive Versicherte

Vom 1. Januar bis zum 31. Dezember 2014 betrug der Nettoanstieg der bei der Kasse versicherten Mitglieder 270 Personen. Die Gesamtzahl der versicherten Mitglieder ist, über alle Pläne gesehen, von 18‘035 auf 18‘305 Personen (oder 18‘422 Dossiers) gestiegen.

Frauen stellen etwas mehr als 62% des Personalbestandes.

Es sei daran erinnert, dass Versicherte im BVG-Plan vor allem Arbeitnehmer mit Verträgen von weniger als einem Jahr sind.

Alterspyramide der aktiven Versicherten nach Geschlecht und Vers.-Plan



Anzahl und Altersstruktur der aktiven Versicherten nach Geschlecht und Vers.-Plan

	Frauen				Männer				
Alter	PP	BVG	KZP	Total	PP	BVG	KZP	Total	Gesamttotal
70 und älter					3			**3**	**3**
65 -69	8			**8**	26			**26**	**34**
60-64	510	3		**513**	380	4	1	**385**	**898**
55-59	1'191	27	1	**1'219**	853	16	12	**881**	**2'100**
50-54	1'436	25	2	**1'463**	948	16	14	**978**	**2'441**
45-49	1'449	48	2	**1'499**	957	16	29	**1'002**	**2'501**
40-44	1'525	42	3	**1'570**	956	13	21	**990**	**2'560**
35-39	1'493	32	8	**1'533**	864	15	15	**894**	**2'427**
30-34	1'544	37	2	**1'583**	842	31	7	**880**	**2'463**
25-29	1'444	69		**1'513**	640	49		**689**	**2'202**
20-24	375	168		**543**	144	93		**237**	**780**
15-19	5	5		**10**	1	2		**3**	**13**
Total	**10'980**	**456**	**18**	**11'454**	**6'614**	**255**	**99**	**6'968**	**18'422**

Jährliche Veränderung

Bestand	2014	2013	Veränderung
Pensionsplan	17'594	17'328	1.5%
BVG-Plan	711	707	0.6%
Kader-Zusatzplan	117	-	-
Total	**18'422**	**18'035**	**2%**

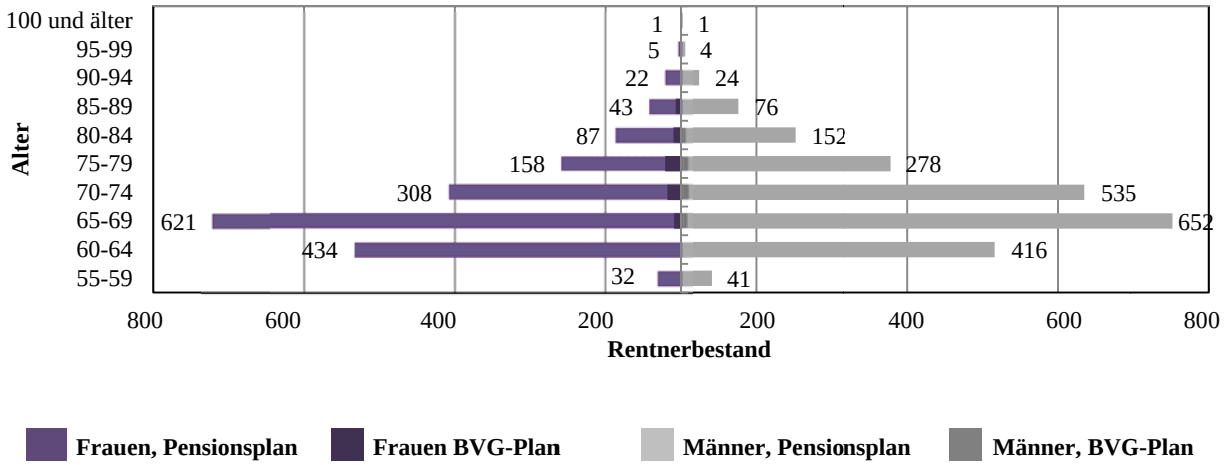
Durchschnittsalter	2014	2013	Veränderung
Pensionsplan	42.96	42.73	**0.5%**
BVG-Plan	38.12	38.69	**-1.5%**
Kader-Zusatzplan	50.42	-	-
Total	**42.83**	**42.57**	**0.6%**

II.2. Pensions- und Rentenbegünstigte

Vom 1. Januar bis zum 31. Dezember 2014 betrug der Nettoanstieg der Rentenbegünstigten der Kasse 255 Personen. Die Gesamtzahl der Rentenbegünstigten ist, über alle Pläne gesehen, von 4‘929 auf 5‘184 Personen gestiegen.

Frauen stellen etwas mehr als 52% des Bestandes der Rentenbegünstigten.

Alterspyramide der Rentenbegünstigten nach Geschlecht und Vers.-Plan



Anzahl und Altersstruktur der Rentenbegünstigten nach Geschlecht und Vers.-Plan

Alter	Frauen BVG-Plan	Pensionsplan	Total	Männer BVG-Plan	Pensionsplan	Total	Gesamttotal
100 und älter		1	1		1	1	2
95-99		5	5		4	4	9
90-94		22	22		24	24	46
85-89	7	43	50		76	76	126
80-84	10	87	97	5	152	157	254
75-79	21	158	179	8	278	286	465
70-74	18	308	326	9	535	544	870
65-69	9	621	630	7	652	659	1289
60-64		434	434		416	416	850
55-59		32	32		41	41	73
Gesamttotal	65	1'711	1'776	29	2'179	2'208	3'984

Jährliche Veränderung

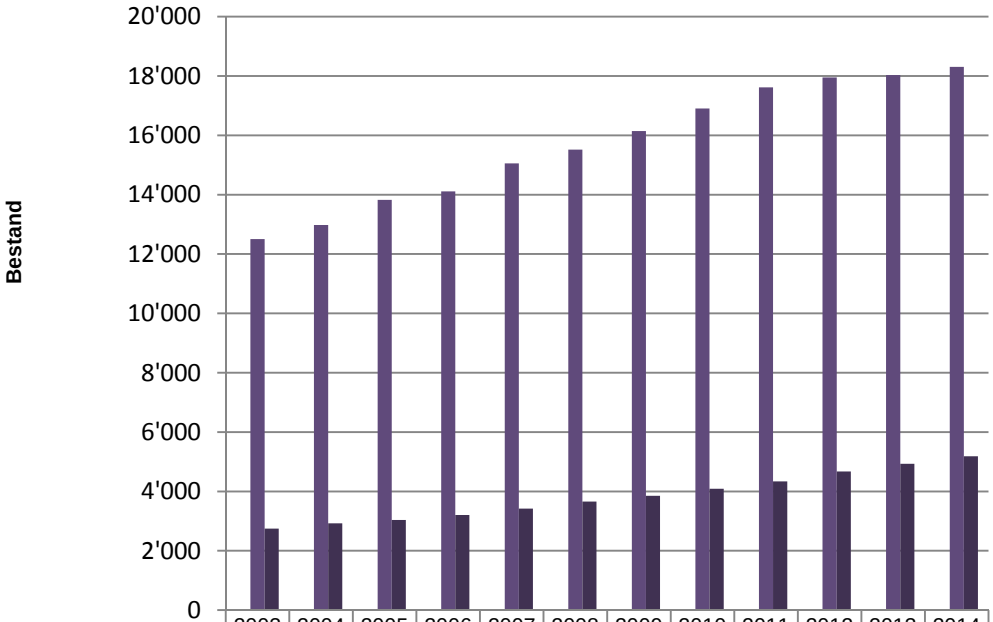
Bestand	2014	2013	Veränderung
Pensionsplan	**5'043**	**4'788**	**255**
Alterspensionen	3'890	3'613	**277**
Invalidenpensionen	304	309	**- 5**
Ehegattenpensionen	722	723	**- 1**
Waisenpensionen	68	77	**- 9**
Pensionierten-Kinderpension	48	55	**- 7**
Invaliden-Kinderpension	11	11	**0**
BVG-Plan	**141**	**141**	**0**
Altersrenten	94	95	**- 1**
Invalidenrente	22	23	**- 1**
Ehegattenrenten	15	14	**1**
Waisenrenten	3	3	**0**
Alters.Kinderrenten	6	0	**6**
Invaliden-Kinderrenten	1	6	**- 5**
Total	**5'184**	**4'929**	**255**

Durchschnittsalter	2014	2013	Veränderung
Alterspensionen/Altersrenten			
Pensionsplan	70.34	70.32	**0.0%**
BVG-Plan	75.85	75.37	**0.6%**
Total	**73.10**	**72.84**	**0.3%**

II.3. Total aller Versicherten

Der Bestand aller Versicherten ist in den letzten dreizehn Jahren stetig angewachsen. So waren im Jahr 2003 15'248 Personen der Kasse angeschlossen. Heute beläuft sich die Gesamtzahl auf 23‘489, was einem Anstieg von über 54% entspricht. Dieses Wachstum geht allerdings mit einer Verschlechterung des Verhältnisses von aktiv Versicherten zu Rentenbegünstigten einher.

Entwicklung Anzahl aktiv Versicherte und Begünstigte von Pensionen und Renten



Jahr	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Ratio: aktiv Versicherte / Rentner	4.55	4.44	4.55	4.40	4.40	4.24	4.19	4.13	4.06	3.84	3.66	3.53
Aktiv Versicherte	12'502	12'978	13'823	14'109	15'053	15'521	16'142	16'907	17'619	17'949	18'035	18'305
Rentenberechtigte	2'746	2'924	3'038	3'203	3'418	3'657	3'851	4'089	4'337	4'673	4'929	5'184

III. Umsetzung des Zwecks der Pensionskasse

III.1. Erläuterung der Vorsorgepläne

Die Kasse bietet drei Vorsorgepläne an: Den Pensionsplan, den BVG-Plan und den Zusatzplan für die Kader des Staatspersonals.

Der **Pensionsplan** gilt für das Personal mit einem öffentlichrechtlichen Arbeitsvertrag oder mit einer unbefristeten hauptberuflichen Tätigkeit im Dienste des Staates oder seiner Anstalten.

Der Pensionsplan ist eine Vorsorgeregelung **im Leistungsprimat auf der Basis der Summe der aufgewerteten Löhne**. Das Endziel der Pensionen richtet sich nicht nach dem letzten Lohn, sondern nach dem durchschnittlichen aufgewerteten Karrierelohn.

Der Pensionsplan zeichnet sich durch folgende wesentlichen Merkmale aus:
- der koordinierte Lohn entspricht dem massgebenden Lohn, abzüglich eines Koordinationsabzuges, der bei 87.5% der einfachen maximalen AHV-Rente liegt, multipliziert mit dem Beschäftigungsgrad. Der maximale versicherte Jahreslohn für das Jahr 2014 betrug CHF 221‘248.30 ;
- die Alterspension beträgt 1.6% der aufgewerteten Summe der versicherten Löhne per Ende des Monats, welcher der Pensionierung vorangeht. Einmal im Jahr werden die Pensionen dem schweizerischen Index der Konsumentenpreise angepasst. Es besteht die Möglichkeit, bei der Pensionierung den Gegenwert von maximal ¼ der Altersrente als Kapital zu beziehen ;
- die Invalidenpension entspricht der projizierten Alterspension im Alter 60, multipliziert mit dem Invaliditätsgrad ;
- die Ehegattenpension entspricht 60% der vollen Invalidenpension, auf die der Versicherte Anspruch gehabt hätte (beim Todesfall eines aktiven Versicherten), oder 60% der vollen Invaliden- oder Alterspension des Verstorbenen (beim Todesfall eines Rentners oder eines Invaliden) ;
- die Kasse zahlt auch Pensionierten-Kinderpensionen, sobald die pensionierte Person das 62. Altersjahr erreicht hat, sowie Waisenpensionen aus.

Der **BVG-Plan** gilt in erster Linie für temporär angestelltes Personal. Es handelt sich um einen ähnlichen Sparplan wie im eidg. BVG.

Der BVG-Plan zeichnet sich durch folgende wesentliche Merkmale aus:
- das Altersguthaben entspricht den Altersgutschriften, zuzüglich der erhaltenen BVG-Freizügigkeitsleistungen, inkl. berechnete Zinsen nach BVG-Mindestverzinsung ;
- die Altersrente berechnet sich wie folgt: das Altersguthaben wird seit der 1. BVG-Revision, in Kraft seit dem 01.01.2005, gemäss der provisorischen Tabelle der gültigen Sätze in Rente umgewandelt. Das Pensionierungsalter ist auf 65 (Männer) / 64 Jahre (Frauen) festgesetzt. Eine Frühpensionierung ist vom vollendeten 60. Altersjahr an mit einer entsprechenden Reduktion des Umwandlungssatzes möglich. Einmal im Jahr werden die Renten dem schweizerischen Index der Konsumentenpreise angepasst ;
- die Invalidenrente entspricht der voraussichtlichen Altersrente, zuzüglich der berechneten Zinsen gemäss den BVG-Anwendungsmodalitäten, aber maximal 40% des versicherten Lohnes multipliziert mit dem Invaliditätsgrad ;

> die Ehegattenrente entspricht 60% der vollen Invalidenrente, auf die der Versicherte Anspruch gehabt hätte (beim Todesfall eines aktiven Versicherten), oder 60% der Alters- oder Invalidenrente des Verstorbenen (beim Todesfall eines Rentners oder eines Invaliden);
> die Kasse richtet auch Invaliden-Kinderrenten und Waisenrenten aus, welche 20% der Invalidenrente betragen.

Der **Kader-Zusatzplan** richtet sich, mit Ausnahme der zugelassenen Ärzte, an Ärzte des HFR und der kantonalen Dienststellen, welche für den Anteil der abgetretenen Honorare oder den damit im Zusammenhang stehenden Ersatzvergütungen / Entschädigungen im Pensionsplan versichert sind und deren anrechenbarer AHV-Lohn den im Pensionsplan bereits versicherten AHV-Lohn übersteigt.

Der Kader-Zusatzplan zeichnet sich durch folgende wesentlichen Merkmale aus:
> das Altersguthaben entspricht den Altersgutschriften, zuzüglich der erhaltenen Freizügigkeitsleistungen, inkl. Zinsen, welche rückwirkend am Ende eines jeden Jahres vom Vorstand festgelegt werden ;
> alle Leistungen werden in Form von Kapital ausbezahlt.

III.2. Finanzierung, Finanzierungsmethoden

III.2.1. Pensionsplan

Der globale Beitragssatz des Pensionsplans beträgt seit dem zweiten Jahr des Inkrafttretens des Gesetzes über die Pensionskasse des Staatspersonals (im Folgenden: PKG), d.h. seit 2014 einheitlich 22.5% des koordinierten Lohnes, unabhängig von Alter und Geschlecht der versicherten Person. Davon gehen 13% zu Lasten des Arbeitgebers und 9.5% zu Lasten der Arbeitnehmenden. Dies entspricht einer Finanzierung von 57,78% durch den Arbeitgeber und 42,22% durch die Arbeitnehmenden.

Gemäss Art. 8 PKG liegt dem Pensionsplan ein System der Mischfinanzierung zugrunde. Es bezweckt, bis spätestens dem 1. Januar 2052 einen Deckungsgrad von 80% der gesamten versicherungstechnischen Verpflichtungen der Kasse zu gewährleisten.

III.2.2. BVG-Plan

Je nach Alter der versicherten Person variieren die Sparbeiträge zwischen 7% und 18% des koordinierten Lohnes, bei einem maximalen koordinierten Lohn von CHF 59‘670.--. Ein zusätzlicher Beitrag von 2.4% des koordinierten Lohnes wird zur Finanzierung der Risiken Tod und Invalidität, der Beiträge für den Sicherheitsfonds und zur Deckung der Verwaltungskosten erhoben. Die Finanzierung erfolgt paritätisch.

Die BVG-Vorsorgeregelung basiert auf dem **integralen Kapitaldeckungsverfahren**. So muss das eigene Vermögen jederzeit die gesamten Vorsorgekapitalen, d.h. die Altersguthaben der aktiven Versicherten sowie die versicherungstechnischen Reserven (oder Barwerte) der laufenden Renten abdecken.

III.2.3. Kader-Zusatzplan

Der Beitrag wird in Prozent des versicherten Lohnes festgelegt und hängt vom Sparplan ab, der von der versicherten Person ausgewählt wird. Es bestehen drei Arten von Sparplänen und der Sparbeitrag schwankt zwischen 13,6% und 22% des versicherten Lohnes. Ein weiterer Beitrag von 3,0% des versicherten Lohnes wird erhoben, um die Risiken Invalidität und Tod

und die Verwaltungskosten zu finanzieren. Der Arbeitgeber steuert unabhängig vom gewählten Plan einen Beitrag von 12,5% bei, während die versicherte Person den Differenzbetrag bezahlt.

Der Kader-Zusatzplan basiert auf dem **integralen Kapitaldeckungsverfahren**. So muss das eigene Vermögen jederzeit die gesamten Vorsorgekapitalen, d.h. das angesammelte Altersguthaben der aktiven Versicherten abdecken.

III.2.4. Weitere Informationen über die Tätigkeit in der Vorsorge

Keine.

IV. Bewertungs- und Rechnungslegungsgrundsätze

IV.1. Bestätigung über die Rechnungslegung nach Swiss GAAP FER 26 (Swiss Generally Accepted Accounting Principles – Fachempfehlungen zur Rechnungslegung)

Die Jahresrechnung der Kasse entspricht den Fachempfehlungen zur Rechnungslegung Swiss GAAP FER 26.

Da die Kasse drei Vorsorgepläne anwendet (Pensionsplan, BVG-Plan und Kader-Zusatzplan), wurde eine ergänzende Betriebsrechnung ausgearbeitet, welche die verschiedenen Ergebnisse pro Vorsorgeplan im Einzelnen aufzeigt. Dieses Dokument ist ein fester Bestandteil der Jahresrechnung und befindet sich in diesen Finanzunterlagen.

IV.2. Buchführungs- und Bewertungsgrundsätze

Die Bewertungsgrundsätze der Bilanzposten sind folgende:

- Bewertung der Vermögenswerte, ausser Liegenschaften, per Abschlussdatum.
  - Fremdwährungsbeträge werden zum Wechselkurs per Abschlussdatum umgerechnet.

  - Zum Nennwert bewertet werden :
    - Anlagen beim Staat ;
    - Flüssige Mittel und Festgeldanlagen;
    - Forderungen, die u.U. mit einer Rückstellung für Debitorenverluste korrigiert sind.

  - Zum Marktwert bewertet werden :
    - Obligationen von hoher Bonität (invesment grade), von geringerer Qualität (sub-investment grade) und Wandelanleihen ;
    - Aktien ;
    - Alternative Anlagen (insbesondere Rohstoffe, Hedge Funds, Private Equity, Investitionen in die Infrastruktur, insurance linked securities).

  - Zum Eigenkapitalwert bewertet werden, unter Berücksichtigung möglicher stiller Reserven :
    - nicht kotierte Aktien ;
    - Beteiligungen.

- Liegenschaften
  - Gebaute Liegenschaften
    Jede Liegenschaft wurde mit Hilfe der folgenden Parameter auf der Basis des Brutto-Mieterspiegels zum kapitalisierten Ertragswert bewertet :
    - Nettorendite von 4.5% ;
    - Durchschnittlicher Kostensatz der Betriebskosten der letzten fünf Jahre ;
    - Durchschnittliche Leerstände der letzten fünf Jahre ;
    - Pauschalerhöhung für einige subventionierte Liegenschaften ;
    - Erhöhung für besondere Sicherstellung ;
    - Baufälligkeit: Berücksichtigung der notwendigen, vorhersehbaren Renovationen auf zehn Jahre.

- Im laufenden Jahre erworbene Liegenschaften
  Der Wert der neu erworbenen Liegenschaften wird auf derselben Grundlage bestimmt wie derjenige der gebauten Gebäude, jedoch ohne Kosten und Leerstände. Die Festsetzung der Kosten im ersten Jahr erfolgt aufgrund eines Budgets; in der Folge werden dann die effektiven Kosten berücksichtigt. Im ersten Jahr werden die während der Erwerbsdauer festgestellten Leerstände in Betracht gezogen, später die Leerstände der letzten fünf Jahre oder weniger, je nach Besitzdauer.

- Liegenschaften mit Erstvermietung (maximale Dauer 3 Jahre)
  Die Bewertung entspricht den Baukosten, wenn diese tiefer als die tatsächlichen Kosten während der Erstvermietung sind, welche nach dem Prinzip wie für im Laufe des Jahres erworbene Liegenschaften bestimmt werden, ohne Berücksichtigung der Leerstände. Dieser Satz wird auf der durchschnittlichen Höhe der globalen Leerstände des Portefeuilles der Kasse berechnet, zuzüglich 5%. Wenn die Baukosten höher sind als der tatsächliche Wert der Gebäude, wird letztere Variante angewendet.

- Bauland
  Es wird der Marktwert per Abschlussdatum berücksichtigt.

- Im Bau befindliche Liegenschaften
  Es wird der aufgelaufene Wert der Baukosten berücksichtigt.

- Renovationen
  Es wird der aufgelaufene Wert der Renovationskosten berücksichtigt.

Für Objekte, deren Verkauf nach dem Abschlussdatum erfolgt, werden die Nettoverkaufspreise berücksichtigt, welche zum Zeitpunkt des Jahresabschlusses bekannt sind.

- Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen
  Es wird die statische Methode angewandt. Die Vorsorgekapitalien werden vom Pensionskassenexperten bestätigt.

  Die Rückstellung für die Aufwertung der versicherten Löhne basiert auf dem Pensionsplan der Pensionskasse des Staatspersonals (RPP Art. 48).

V. Risikodeckung / Versicherungstechnische Regeln / Deckungsgrad

V.1. Art der Risikodeckung

Folgende Risiken sind gedeckt : Invalidität, Tod und Alter.

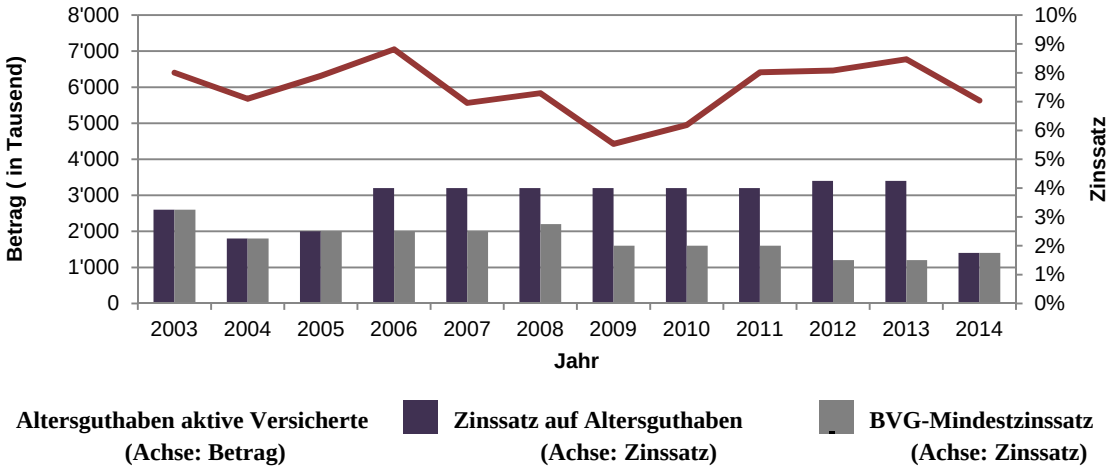
V.2. Erläuterung zu Aktiven und Passiven aus Versicherungsverträgen

Die Kasse ist eine unabhängige Pensionskasse, die ihre Risiken vollständig selber deckt und daher nicht rückversichert ist.

V.3. Entwicklung und Verzinsung der Sparguthaben im Beitragsprimat (BVG-Plan)

a. Entwicklung	31.12.2014	31.12.2013	Veränderung
Altersguthaben der aktiven Versicherten	5'628'793	6'774'496	-1'145'703
b. Verzinsung			
Zinssatz auf Altersguthaben	1.75%	4.25%	-2.50%
c. Gesetzliche Mindestverzinsung			
Zinssatz auf Altersguthaben	1.75%	1.50%	0.25%

Entwicklung der Sparguthaben im Beitragsprimat (BVG-Plan)



V.4. Entwicklung und Verzinsung der Sparguthaben im Beitragsprimat (Kader-Zusatzplan)

a. Entwicklung	31.12.2014	31.12.2013	Veränderung
Altersguthaben der aktiven Versicherten	1'598'037	0	1'598'037
b. Verzinsung			
Zinssatz auf Altersguthaben	1.75%	0	1.75%
c. Gesetzliche Mindestverzinsung			
Zinssatz auf Altersguthaben	1.75%	0	1.75%

V.5. Entwicklung des Deckungskapitals der aktiven Versicherten im Leistungsprimat (Pensionsplan)

	31.12.2014	31.12.2013
Freizügigkeitsleistungen (FZL) zu Beginn des Geschäftsjahres	2'222'819'143	2'123'973'236
Veränderung während des Geschäftsjahres :		
+ Zunahme der FZL der während des ganzen Jahres anwesenden Versicherten	235'703'305	217'975'503
+ Zunahme der FZL der im Laufe des Jahres neu eingetretenen Versicherten	38'071'769	43'718'517
- Abnahme der FZL der im Laufe des Jahres ausgetretenen Versicherten	-165'955'414	-162'848'113
+ Zunahme der FZL nach versicherungstechnischer Anpassung	135'769'154	
Total der jährlichen Veränderung	243'588'813	98'845'907
Freizügigkeitsleistungen am Ende des Geschäftsjahres	2'466'407'956	2'222'819'143

V.6. Technische Rückstellung zur Aufwertung der Summe der versicherten Löhne

Die Kasse hat die Summe der versicherten Löhne per 1. Januar 2015 nicht aufgewertet.

V.7. Entwicklung und Verzinsung der Schattenrechnung nach BVG der aktiven Versicherten des Pensionsplans

a. Entwicklung	31.12.2014	31.12.2013	Veränderung
Altersguthaben der aktiven Versicherten	1'133'766'758	1'083'323'432	50'443'326
c. Gesetzliche Mindestverzinsung			
Zinssatz auf Altersguthaben	1.75%	1.50%	0.25%

V.8. Entwicklung des Vorsorgekapitals der Begünstigten (inkl. Rückstellung für höhere Lebenserwartung)

Pensionsplan

	Vorsorgekapital		Veränderung			
	2014 CHF	2013 CHF	2014/2013 CHF	2013/2012 CHF	2014/2013 %	2013/2012 %
Rentner	1'971'118'401	1'628'266'109	342'852'292	82'687'539	+ 21.1	+ 5.3
Invalide	130'711'523	115'989'302	14'722'221	- 2'286'527	+ 12.7	- 1.9
Ehegatten	182'305'116	163'737'868	18'567'248	1'907'264	+ 11.3	+ 1.2
Waisen	4'421'405	4'629'327	- 207'922	61'545	- 4.5	+ 1.3
Alters-Kinderrente	703'233	795'492	- 92'259	5'113	- 11.6	+ 0.6
IV-Kinderrente	155'931	150'442	5'489	67'106	+ 3.6	+ 80.5
Total	**2'289'415'609**	**1'913'568'540**	**375'847'069**	**82'442'040**	**+ 19.6**	**+ 4.5**

BVG-Plan

	Vorsorgekapital		Veränderung			
	2014 CHF	2013 CHF	2014/2013 CHF	2013/2012 CHF	2014/2013 %	2013/2012 %
Rentner	6'058'954	4'812'857	1'246'097	- 235'415	+ 25.9	- 4.7
Invalide	3'278'947	2'967'769	311'178	306'171	+ 10.5	+ 11.5
Ehegatten	856'955	750'411	106'544	- 20'688	+ 14.2	- 2.7
Waisen	39'780	50'066	- 10'286	- 10'282	- 20.5	- 17.0
Alters-Kinderrente	552	145'107	- 144'555	- 9'440	- 99.6	- 6.1
IV-Kinderrente	152'038	0	152'038	- 6'489		- 100.0
Total	**10'387'226**	**8'726'210**	**1'661'016**	**23'857**	**+ 19.0**	**+ 0.3**

Die Pensionen und Renten wurden 2014 der Teuerung nicht angepasst.

V.9. Ergebnisse des letzten versicherungstechnischen Gutachtens

Das letzte Gutachten wurde am 31.12.2011 erstellt. Seither hat die Kasse kein neues Gutachten mehr erstellen lassen, da die versicherungstechnischen Grundlagen zwischenzeitlich etliche Veränderungen erfahren haben. Ein neues Gutachten ist für 2015 auf Grundlage der versicherungstechnischen Situation der Kasse per 1. Januar 2015 geplant, d.h. unter Berücksichtigung eines bis Ende 2016 zu bezahlenden Beitragssatzes von 9,5% für die Versicherten und 13% für die Arbeitgeber und ab Januar 2017 von 10,66% für die Versicherten und 15,24% für die Arbeitgeber. Das Gutachten wird auch eine Beteiligung der Pensionsberechtigten berücksichtigen, indem nur eine jährliche Teuerungsrate von 0,54% gewährt wird, vorausgesetzt der Konsumentenpreisindex erhöht sich um mindestens 0,54%.

Die Ergebnisse dieses Gutachtens werden veröffentlicht, sobald der Vorstand der Kasse davon Kenntnis genommen hat.

V.10. Techn. Grundlagen und weitere versicherungstechnisch relevante Annahmen

Die Deckungskapitalien wurden aufgrund der versicherungstechnischen Tabelle VZ 2010 bestimmt. Der technische Zinssatz der Kasse beträgt 3.25%.

V.11. Deckungsgrad nach Art. 44 BVV 2 und Garantie des Staates Freiburg

Der Deckungsgrad und der Betrag der Staatsgarantie, welche die kapitalisierte technische Unterdeckung garantieren, sind folgende :

	31.12.2014 CHF	31.12.2013 CHF
Netto-Vermögen (Aktiven der Kasse abzüglich der kurzfristigen Verbindlichkeiten) (VV)	3'600'106'205	3'280'965'119
Vorsorgekapitalien und technische Rückstellungen (VK)	-4'791'792'250	-4'228'532'166
Staatsgarantie (Garantie = VV - VK)	-1'191'686'045	-947'567'047
Deckungsgrad (DG = VV / VK)	75.1%	77.6%

VI. Erläuterungen der Vermögensanlage und des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage

VI.1. Organisation der Anlagetätigkeit, Anlagereglement

Die Finanzanlagen wurden folgenden Einrichtungen anvertraut :

- Freiburger Kantonalbank – Verwaltungsmandat für ein gemischtes Wertschriftenportefeuille ;
- Crédit Suisse S.A. in Freiburg – Verwaltungsmandat für Aktien Schweiz und Aktien Ausland;
- UBS S.A. in Freiburg – Verwaltungsmandat für Aktien Schweiz und Europa sowie Obligationen Ausland ;
- IAM S.A. in Genf – Verwaltungsmandat Aktien Schweiz ;
- Banque Privée Edmond de Rothschild S.A. in Freiburg – Verwaltungsmandat für ein gemischtes Wertschriftenportefeuille sowie ein Aktienportefeuille ;
- Lombard Odier Asset Management S.A. in Genf – Verwaltungsmandat für Obligationen Ausland ;
- Pictet & Cie S.A. in Genf – Mandat für die Verwaltung von Obligationen und Anlagefonds Obligationen Ausland.

Die Liegenschaften der Kasse werden von folgenden Liegenschaftsverwaltungen bewirtschaftet :

- Régie de Fribourg S.A., in Freiburg ;
- Gerama S.A., in Freiburg ;
- Régie Châtel S.A., in Châtel-St-Denis ;
- Gérance Immobilière de la Broye S.A., in Estavayer-le-Lac ;
- Gendre & Emonet Gérance et Fiduciaire S.A., in Montreux ;
- Burriplus Immobilien Treuhand, in Bern.

VI.2. Inanspruchnahme der Erweiterung mit Ergebnis des Ertrags (Art. 50, Abs. 4 BVV 2)

Die Anlagestrategie der Kasse steht mit den Anlagebegrenzungen im Einklang.

VI.3. Zielgrösse der Wertschwankungsreserve

Im Rahmen der neuen Bundesvorschriften in Bezug auf die Finanzierung von öffentlich-rechtlichen Pensionskassen mit Teilkapitalisierung, die vor allem auch einen Deckungsgrad von 80% bis zum Jahr 2052 vorsehen, ist die Kasse verpflichtet, der Aufsichtsbehörde einen Finanzierungsplan für den Pensionsplan vorzulegen, der es erlaubt, dieser Ziel zu erreichen und dabei die volle Deckung der Verpflichtungen gegenüber den Rentenberechtigten gewährleistet. Der Pensionskassenexperte hat der BBSA einen Finanzierungsweg zur Genehmigung unterbreitet, der die Beitragserhöhung berücksichtigt, die vom Grossen Rat im Novmeber 2014 verabschiedet worden ist, sowie die Senkung des technischen Zinssatzes auf 3,25%. Auf Basis des vorgeschlagenen Weges, beläuft sich der Gesamtdeckungsgrad des Pensionsplans am 1. Januar 2015 auf 71,8%. Die Differenz zwischen dem tatsächlichen und dem im Finanzierungsplan festgelegten Deckungsgrad ist in vollem Umfang für die Wertschwankungsreserve (nachfolgend: WSR) vorgesehen und beläuft sich demgemäss auf

rund CHF 154 Mio. Das neue Finanzierungssystem des Bundes ersetzt das statutarische Finanzierungssystem der Kasse, das eine Finanzierung des Pensionsplans in der Höhe von 70% vorsah. Somit erklärt sich die Senkung der WSR zwischen den Geschäftsjahren 2013 und 2014 wie folgt : Die im 2013 ausgewiesene WSR wurde durch die Differenz zwischen dem Deckungsgrad von 77,6% und dem im kantonalen Gesetz festgeschriebenen Mindestkapitalisierungsgrad von 70% errechnet und ergab einen Betrag von CHF 316,2 Millionen. Für 2014 beträgt dieser Unterschied nur CHF 154 Mio., da sich der berücksichtigte Deckungsgrad auf 75,1% (effektiver DG) und auf 71,8% (DG des Finanzierungsweges per 01.01.2015, bzw. 31.12.2014) beläuft.

Nach Art. 45 BVV2, kann die Kasse als öffentlichrechtliche Körperschaft vom Prinzip der Bilanzierung in geschlossener Kasse abweichen. Aufgrund von Art. 48 BVV2 und unter Berücksichtigung der angewandten Anlagestrategie der Kasse zum Erstellungszeitpunkt der Bilanz, beläuft sich die notwendige Wertschwankungsreserve mit einer statistischen Genauigkeit von 95% auf CHF 351,7 Mio. Diese Berechnung schliesst die gesamten Investitionen, die tatsächliche Zuteilungen, die Korrelation zwischen den verschiedenen Anlagekategorien sowie das Erfolgsziel der Kasse ein.

Die berechnete Höhe der Reserve geht von einem verfügbaren Mindestbetrag über einen Zeitraum von einem Jahr aus, um einen Rückgang am Markt zu absorbieren und etwa 7 Deckungsgradpunkten entspricht. Es ist wichtig zu wissen, dass der Vorstand der Kasse das Problem der Mindesthöhe der notwendigen Reserve vor allem auch im Hinblick auf den feststehenden technischen Zinssatz bei der Zuteilung der Anlageinstrumente im Rahmen der Anlagestrategie analysiert.

In Anbetracht des Mindestdeckungsgrades, unter welchen die Kasse nicht gehen sollte, beläuft sich die tatsächliche Wertschwankungsreserve per 31.12.2014 auf CHF 154,6 Millionen.

Grenzen des Modells

Die Berechnung der notwendigen Reserven basiert auf der Annahme von Anlageerträgen, die im Normalfall erzielt werden. Empirische Studien zeigen, dass Finanzanlagen von der Normalverteilung abweichen können. Auf der einen Seite haben Extremereignisse eine Tendenz häufiger vorzukommen, als die Normalverteilung vorsieht. Auf der anderen Seite sind die Erträge auf bestimmten Vermögenswerten asymmetrisch. Daher kann die unter der Normalitätsannahme vorgeschlagene Zielgrösse der Wertschwankungsreserve mehr oder weniger von der wirtschaftlichen Realität abweichen.

VI.4. Begrenzungen der strategischen Vermögensanlage

BEGRENZUNGEN DER ANLAGEN NACH BVV2 Vermögen am 31.12.2014: CHF 3'612.4 mios				
BVV2	**Rubriken**	**Begrenzung %**	**Begrenzung Mios CHF**	**Überschreitung Mios CHF**
Individuelle Begrenzungen				
54	Forderungen pro Schuldner +Barmittel +Termingelder +Obligationen	10% pro Schuldner	361.2	29.2 bei der FKB
54a	Aktien Schweiz und Ausland	5% pro Beteiligung	180.6	Keine Überschreitung
54b/1	Immobilien Schweiz und Ausland	5% pro Objekt	180.6	Keine Überschreitung
Begrenzungen nach Kategorie				
54b/2	auf Immobilien erhaltene Vorschüsse	30% des Verkehrswerts pro Objekt		Keine Rubrik in der Bilanz
55	Grundpfandtitel und Pfandbriefe	50% im Max. 80% des Verkehrswerts sämtlicher Objekte		Keine Rubrik in der Bilanz
55b	Aktien Schweiz und Ausland	50%	1'806.2	Keine Überschreitung
55c	Immobilien in der Schweiz und im Ausland	30% wovon max. 1/3 im Ausland	1'083.7	Keine Überschreitung
55d	Alternative Anlagen	15%	541.9	Keine Überschreitung
55e	Fremdwährungen ohne Währungs-absicherung	30%	1'083.7	Keine Überschreitung
Anlagen beim Arbeitgeber				
57	Beteiligungen beim Arbeitgeber	5%	180.6	Keine Rubrik in der Bilanz
57	Immobilien mit einer Nutzung von mehr als 50% pro Arbeitgeber	5%	180.6	Keine Überschreitung

Die aus obiger Tabelle hervorgehenden Überschreitungen begründen sich wie folgt :

Art. 54 BVV2 – Begrenzung einzelner Schuldner
Es handelt sich hauptsächlich um flüssige Mittel, welche Ende 2014 bei der Freiburger Kantonalbank vorhanden waren und für eine zweckmässige Vermögensanlagegelegenheit vorbehalten sind. Diese Einrichtung verfügt über die Staatsgarantie des Staates Freiburg.

Begrenzungen der Anlagen SAA – Anlagestrategie – Strategic Asset Allocation

Anlagearten	**Strategische Zuteilung in %**	**Taktische Margen**		**31.12.2014**	
		Min %	**Max %**	**Mios CHF**	**%**
Barmittel	3	0	10	147	4.07%
Schuldner in CHF	27	10	52.5	725	20.07%
Obligationen Ausland	10	7.5	12.5	400	11.07%
Alternative Anlagen	3	0	5	73	2.02%
Aktien Schweiz	10	7.5	20	578	16.00%
Aktien Ausland	10	5	17.5	614	17.00%
Immobilien	37	25	40	1’075	29.76%
TOTAL	100			3'612	100.00%

VI.5. Darlehen

Die nominalen Darlehen unterteilen sich wie folgt:
> Darlehen an Banken von CHF 253 Mio. ;
> Darlehen an Gemeinden und Gemeindeverbände von CHF 8 Mio.

VI.6. Laufende (offene) derivative Finanzinstrumente

Im Laufe des Jahres 2014 wurden keine Derivate eingesetzt.

VI.7. Marktwert und Vertragspartner der Wertpapiere unter Securities Lending

Die Kasse erlaubt kein «Securities Lending».

VI.8. Erläuterung des Netto-Ergebnisses aus Vermögensanlage

VI.8.1. Verwaltungskosten der Finanzanlagen

(in Tausend CHF)	**2014**	**2013**
Wertschritenverwaltungskosten	2'291	2'262
TER-Kosten	1'960	1'235
Beratungskosten	16	89
nicht erstattungsfähige Quellensteuern	- 117	454
Transaktionskosten und Stempelsteuer	1'020	1'579
Totale	**5'170**	**5'619**

(in Tausend CHF)	Zinsen Dividenden	Realisierte Gewinne	Realisierte Verluste	nicht realisierte Gewinne	nicht realisierte Verluste	Kosten	**Totale 2014**
Flüssige Mittel und Währungsanlagen	5'196	206	-693	922	-1'451	-2	**4'178**
Obligationen Schweiz	989	26	-114	332	-247		**986**
Obligationen Ausland	6'322	3'447	-3'451	23'415	-4'181		**25'552**
Aktien Schweiz	9'693	6'263	-1'246	59'897	-5'405		**69'202**
Aktien Ausland	7'475	15'509	-3'425	86'104	-879		**104'784**
Immobilienanlagefonds*	712			2'372	-135		**2'949**
Alternative Anlagen	1'228	62	-344	8'246	-313		**8'879**
Beteiligungen	33				-22		**11**
Verwaltungskosten der Finanzanlagen						-5'170	**-5'170**
Netto-Ergebnis der Finanzanlagen	31'648	25'513	-9'273	181'288	-12'633	-5'172	**211'371**

	Loyers	Gains réalisés	Pertes réalisées	Ajustements de valeurs	Charges d'exploitation		
Liegenschaften	58'353			6'823	-13'631*		**51'545**
Netto-Ergebnis der Anlagen							**262'916**

* Im Liegenschaftsergebnis der Betriebsrechnung dargestellt.

VI.8.2. Verwaltungskosten für Kollektivanlagen

Bewertung der Kostentransparenz (in Tausend CHF)	**Betrag**	**Verhältnis**
Total transparente Anlagen	2'562'379	99.56%
Total nicht-transparente Kollektivanlagen	11'234	0.44%
Gesamtanlagen	**2'573'613**	**100.0%**

Die Kostentransparenz liegt bei 99.56%

Verwaltungskosten der zugeordneten Vermögenswerte (in Tausend CHF)	**Betrag**	**Verhältnis***
Direkt in der Betriebsrechnung erfasste Vermögensverwaltungskosten	3210	0.13%
Anlagekostenindikator der Kollektivanlagen mit Kostentransparenz	1960	0.08%
Gesamte Verw,-Kosten der zugeordneten Vermögenswerte in der Betriebsrechnung	**5170**	**0.21%**

* in % der transparenten Anlagen

Kosten der transparenten Kollektivanlagen nach Anlagekategorien Anlagekategorie (in Tausend CHF)	
Obligationen Schweiz	17
Obligationen Ausland	279
Aktien Schweiz	157
Aktien Ausland	483
Immobilienanlagefonds	712
Alternative Anlagen	312
Total Kollektivanlagen	**1'960**

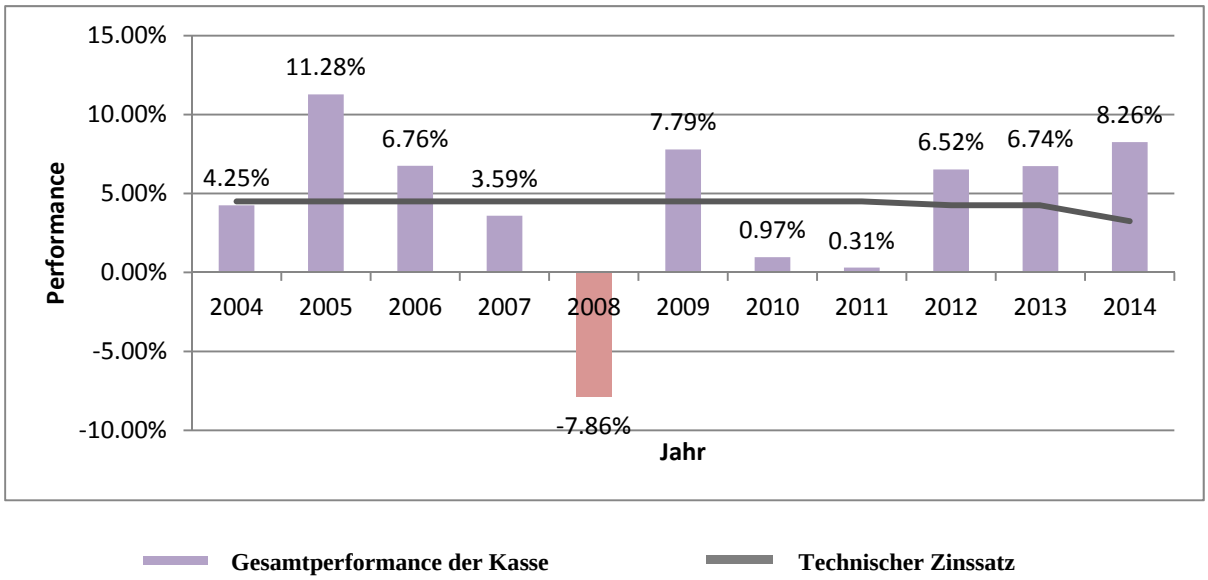
Liste der nicht-transparenten Kollektivanlagen bei Abschluss (in Tausend CHF)				
ISIN	Emittent	Name des Titels	Anzahl	Marktwert
Obligationen Schweiz				
XS0806432505	RBC	Barrier Rev Conv Float	10'000	10'016
Obligationen Ausland				
XS0832962327	BNP Paribas	3.12% Credit Linke Notes	1'000	1'218
Total nicht-transparente Kollektivanlagen				**11'234**

VI.8.3. Anlageperformance

Die Netto-Performance der Gesamtanlagen der Kasse für das Jahr 2014 setzt sich wie folgt zusammen:

Anlagekategorien	**Performance**	
	2014	**2013**
Flüssige Mittel und Festgelder (CHF + Fremd-währungen)	0.14%	- 0.47%
Darlehen (inkl. Arbeitgeberdarlehen für 2013)	1.33%	2.60%
Obligationen Schweiz	2.47%	2.33%
Obligationen Ausland	7.56%	- 4.45%
Aktien Schweiz	12.98%	24.33%
Aktien Ausland	19.03%	20.26%
Immobilienanlagefonds Schweiz	2.85%	0.46%
Immobilienanlagefonds Ausland		8.96%
Beteiligungen	0.61%	2.18%
Alternative Anlagen	12.22%	4.66%
Total der Finanzanlagen	**9.25%**	**7.34%**
Liegenschaften	5.58%	5.25%
Total der Immobilienanlagen	**5.58%**	**5.25%**
Total aller Anlagen	**8.26%**	**6.74%**

Entwicklung der Gesamtperformance der Kasse



Jahr	Gesamtperformance der Kasse	Technischer Zinssatz
2004	4.25%	4.50%
2005	11.28%	4.50%
2006	6.76%	4.50%
2007	3.59%	4.50%
2008	-7.86%	4.50%
2009	7.79%	4.50%
2010	0.97%	4.50%
2011	0.31%	4.50%
2012	6.52%	4.25%
2013	6.74%	4.25%
2014	8.26%	3.25%
Mittelwert	**4.42%**	**4.34%**

VI.9. Liegenschaften

VI.9.1. Allgemeine Anmerkung

Am 31. Dezember 2014 war die Kasse Eigentümerin von 145 erstellten Liegenschaften mit insgesamt 6‘741 Objekten bestehend aus 2‘889 Wohnungen, 3‘616 Garagen und Parkplätzen sowie 236 Geschäftlokalen.

VI.9.2. Wertentwicklung 2014 des Immobilienparks (in Tausend CHF)

Bezeichnung	erstellte Liegen-schaften	Liegen-schaften mit Erst-vermietung	Bauland	im Bau befindliche Liegen-schaften	Reno-vationen	TOTAL
Buchwert per 1.1.2014	874'035	25'315	14'849	5'150	4'229	923'578
Bewegungen 2014						
• Erwerb / Bau / Renovationen	1'973		7'063	12'872	3'559	25'467
• Verkäufe 2014						
• Gruppenmutationen	19'272	-9'630		-4'762	-4'880	0
• Anpassungen an den Zeitwert per 31.12.2014	6'381	310				6'691
Zeitwert am 31.12.2014	**901'661**	**15'995**	**21'912**	**13'260**	**2'908**	**955'736**

Der durchschnittliche Kapitalisierungssatz der «erstellten Liegenschaften» beträgt 6.09% per 31. Dezember 2014, gegenüber 6.18% per 31. Dezember 2013.

VI.9.3. Liegenschaftsergebnis 2014 (in Tausend CHF)

Bezeichnung	erstellte Liegenschaften	Liegenschaften mit Erstvermietung	Bau-land	im Bau befindliche Liegenschaften	TOTAL
Anpassung der Immobilienobjekte an den Zeitwert per 31.12.2014	6'381	310			6'691
Ergebnis aus Verkäufen					
Ergebnis Betriebsrechnung (inkl.allgemeine Erträge und Aufwendungen	44'328	416	-22	132	44'854
Gesamtergebnis 2014	**50'709**	**726**	**-22**	**132**	**51'545**
Performances 2014					
Gebaute Liegenschaften					5.94%
Gesamter Immobilienpark					5.58%
Performances 2013					
Gebaute Liegenschaften					5.52%
Gesamter Immobilienpark					5.25%

Die Jahresrendite 2014 wird auf Basis des Gesamtergebnisses des Immobilienparks im Verhältnis zum «Zeitwert» per 1. Januar 2014 ermittelt.

Zum Gesamtergebnis von CHF 51,545 Mio. muss noch das Nettoergebnis der Immobilien-Anlagefonds von CHF 2.948 Mio. hinzugerechnet werden. Das Nettoergebnis der Immobilienanlagen, so wie in der Betriebsrechnung aufgeführt, beträgt folglich CHF 54.493 Mio.

VI.9.4. Weitere Informationen

Die Baukreditzinsen auf den im Bau befindlichen Liegenschaften sind im Liegenschaftsertrag der Betriebsrechnung enthalten und belaufen sich auf CHF 131‘916.

Die Brandversicherungswerte der erstellten Liegenschaften betragen CHF 915‘352‘574.

VII. Erläuterung weiterer Positionen der Bilanz und der Betriebsrechnung

Angaben zu den Wertschriftenanteilen (Rubrik «Beteiligungen»)

Gesellschaft	Aktienkapital	Anteil	
		2014	2013
Régie de Fribourg SA, Fribourg	CHF 110'000	100.00%	100.00%
Capital Risque Fribourg SA, Fribourg	CHF 7'500'000	10.00%	10.00%

VIII. Auflagen der Aufsichtsbehörde

Die Kasse steht seit 1. Januar 2012 unter der Aufsicht der Bernischen BVG- und Stiftungsaufsicht (nachfolgend: BBSA).

Die BBSA hat von den Jahresrechnungen 2012 und 2013 Kenntnis genommen und keine wesentlichen Bemerkungen dazu gemacht.

IX. Weitere Informationen zur finanziellen Lage

IX.1. Unterdeckung / Erläuterungen zu den getroffenen Massnahmen

Der Deckungsgrad wird nach den Vorschriften des BVG (Art. 44 BVV2) und seinen Ausführungsbestimmungen festgelegt. Er wird am jeweils am 1. Januar auf der Grundlage des Vermögens per 31. Dezember des Vorjahres berechnet.

Als Vorsorgeeinrichtung einer öffentlichrechtlichen Körperschaft kann die Kasse nach Art. 69 Abs. 2 BVG und Artikel 45 BVV2 vom Grundsatz der Bilanzierung in geschlossener Kasse abweichen.

IX.2. Laufende Rechtsverfahren

Keine laufenden Verhandlungen.

X. Ereignisse nach dem Bilanzstichtag

Die Jahresrechnung wurde per 31. Dezember 2014 erstellt und berücksichtigt die Aufgabe des Euro-Mindestkurses gegenüber dem Schweizer Franken von der SNB (15. Januar 2015) nicht. Es empfiehlt sich deshalb diese Auswirkung zu relativieren, denn wenn diese Entscheidung auch erhebliche Währungsmindererlöse im Monat Januar 2015 bewirkt hat, so hat die Marktentwicklung doch erlaubt, diese Währungsmindererlöse bis Mitte März bereits wieder auszugleichen.

Die Jahresrechnung 2014, d.h. der Geschäftsbericht, die Bilanz, die Betriebsrechnung und die Anhänge wurden vom Vorstand geprüft und am 19. März 2015 genehmigt.

Freiburg, 19. März 2015